L'unité

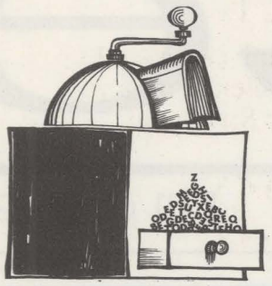
N° 46 - 2 F 50 Hebdomadaire socialiste 5-11 janvier 1973

EXCLUSIF : LA « BOMBE » DE L'U.D.R.



© Fondation Jean Jaurès

Au risque de vous plaire



Livres

ROMANS

* **Arnold Mandel : Le périple (Fayard).**
Un récit de voyage au ton autobiographique. Avec des réminiscences de Miller. Et un peuple de femmes au sein duquel l'auteur se pâme d'aise.

* **Hector Bianciotti : Ce moment qui s'achève (Denoël, collection Les lettres nouvelles).**
Plus que d'une œuvre psychologique il s'agit d'une mise en place de figures animées. Tout n'y est que rage, lassitude et fatigue.

* **Pierre Unik : Le héros du vide (Editeurs français réunis).**
Un roman retrouvé de ce jeune poète, ami de Breton et d'Eluard, que les Nazis et la mort fauchèrent en pleine espérance.

* **Anthologie de nouvelles bulgares (Editeurs français réunis).**
Des Ottomans à nos jours, le chemin de la liberté culturelle fut long. Ce livre est un héritage et une conquête.

* **Jules Vallès : Souvenirs d'un étudiant pauvre. Le candidat des pauvres. Lettre à Jules Mirès (Editeurs français réunis).**
Le quatorzième tome des « Œuvres complètes » publiées sous la direction de Lucien Scheler.

LITTERATURE

* **Boccace : Le Décaméron (Garnier).**
Une réédition, dans la traduction de Jean Bourciez, de ces cent contes qui ont inspiré la caméra de Pasolini.

REVUE

* **Littérature (Larousse).**
Au sommaire : le fantastique, Théophile Gautier, Léon Bloy et Dracula.

HISTOIRE

* **Jean-Jacques Lentz : De l'Amérique et de la Russie (Le Seuil).**
Industrie, science, travail : à l'Est comme à l'Ouest, les préoccupations sont les mêmes. Qu'est donc devenu l'idéologie depuis Saint-Simon et Marx ?

* **Chi-Hsi-Hu : Pékin et le mouvement communiste indien (Armand Colin).**
L'évolution des relations entre la Chine et l'Inde depuis 1949. En fond de décor : le conflit sino-soviétique. Plus complexe encore : quelles motivations profondes poussent Pékin à soutenir tantôt l'un, tantôt un autre des trois partis communistes indiens antagonistes ?

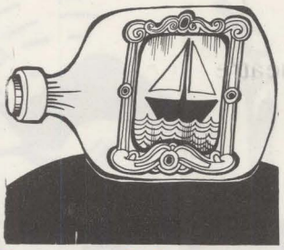
CINEMA

* **Robert Florey : Hollywood années zéro (Seghers).**
Blaise Cendrars parlait de « la Mecque du cinéma ». Comment est née cette nouvelle ville sainte ? Ce livre répond.

* **Georges Sadoul : Histoire du cinéma mondial (Flammarion).**
La réédition du grand ouvrage de référence. On dit désormais « le Sadoul » comme on dit « le Littré » ou « le Larousse ».

POLITIQUE

* **Gilles Martinet : Le système Pompidou (collection L'Histoire immédiate, éditions du Seuil).**
L'analyse du régime bizarre dans lequel nous vivons. Ou comment le pouvoir passe en quelques années, « légalement », des représentants du peuple aux mains de quelques hommes.



Expositions

* **Archives nationales (87, rue Vieille-du-Temple) : Léon Blum.**
A base de documents personnels ou officiels, de photos et de caricatures, l'action politique et l'œuvre littéraire de Blum. Illustration supplémentaire : le film d'Henri de Turenne sur le Front populaire, « Le grand tournant ».

* **Musée Guimet : Ouverture des nouvelles salles.**
Dans un ensemble modernisé : les chefs-d'œuvre artistiques du Népal, de l'Inde et de l'Asie du Sud-Est.

* **Musée du cinéma : l'histoire du 7e art.**
Décors, costumes, photos, matériel, caméra : les extraordinaires objets-témoins réunis par Henri Langlois.

* **Musée d'Art moderne de la Ville de Paris : Tapisseries finlandaises.**
Une tradition séculaire et ses prolongements dans l'artisanat d'aujourd'hui.

* **Musée Rodin : Hubert Yencesse.**
Des sculptures et des milliers de dessins : l'œuvre d'un élève de Maillot, marginal à force d'être traditionnaliste.



Disques

VARIETES

* **Georges Brassens : Mourir pour des idées (Philips 6332 116).**
Economie de mots et richesse des rencontres verbales : ainsi chante Brassens-l'éternel, troubadour généreux à l'œil allumé. L'ours cache son émotion sous ses grognements : « Parlez-moi d'amour et je vous fous mon poing dans la gueule... »

* **Colette Magny : Répression (Le Chant du Monde).**
Sur fond de free-jazz, la seule chanteuse de blues française. Sa voix est sublime. Ses mots gênent Arthur Conte : elle est interdite d'antenne à l'O.r.t.f.

* **Francesca Solleville chante la violence et l'espoir (AZ).**
« Dans ce disque, dit Guillevic, elle exprime, avec toute la puissance de son tempérament, son espoir, sa révolte... C'est du feu, cette femme. »

* **Le chant des ouvriers ; Ballades et complaintes syndicalistes (AZ).**
Mouloudji, les Octaves et Francesca Solleville chantent : Bandiera Rossa, Vous êtes tombés camarades, Bella Ciao, etc.

* **Théodorakis chante Théodorakis (Polydor 2393 038).**
Une fenêtre ouverte sur un soleil en cage : la Grèce.

* **Eva : L'orage (Barclay 80 479).**
Brassens a choisi Eva, le mois dernier, pour assurer la première partie de son spectacle à Bobino. Cela vaut tous les labels.

CLASSIQUES

* **Danielle Licari : Classics pour une voix (Barclay 920 048).**
Un grand disque où Danielle Licari rassemble Bach, Mozart, Beethoven, Haendel et Georges Auric.



Théâtre

PARIS

* **Théâtre des Deux-Portes (rue Louis-Lumière, Paris 20e) : « Le crépuscule de l'orchidée ».**
Une création de Pinok et Matho. Avec les mimes japonais Ikuo et Fujio.

* **Théâtre de la Cité internationale : « Légendes à venir », mises en scène par Memet.**
Le beau spectacle de rue turc qui a émerveillé Peter Brook lui-même.

* **Théâtre de la Ville : « Santé publique », mise en scène de Jean Mercure.**
Le monde hospitalier mis en cause : malades-cobayes et infirmières à la chaîne.

* **Théâtre moderne : « La camisole » de Joë Orton.**
La psychiatrie tournée en dérision par un Feydeau anglais.

* **Le Sélénite : « La grosse Berline » de Nicolas Bataille.**
Une « énaurme » parodie traitant des amours d'Hitler et Eva Braun.

BANLIEUE

* **Cartoucherie de Vincennes : « 1789 » et « 1793 » (en alternance) par le Théâtre du Soleil.**
Pour sortir des livres officiels et connaître la véritable Histoire du peuple de France, de ses luttes et de ses conquêtes.

* **Cartoucherie de Vincennes : « Le printemps des Bonnets rouges » de Paol Keineg, mise en scène de J.M. Serreau.**
Voir dans ce numéro l'article de Jean Montagnard (p. 18).

Music-hall

* **Théâtre de la Ville : Guy Bedos et Sophie Daumier.**
En apparence, ils sont gentils. A y regarder de plus près, ils ne font que prendre des formes anodines pour mieux déranger.



Cinéma

* **Robert Mulligan : L'autre.**
Voir en page 18 de ce numéro.

* **Marc'O : Les idoles**
Adapté par Marc'O de son spectacle sur scène, qui fit grand bruit il y a quelques années, avec Bulle Ogier et Pierre Clémenti. A partir de jeudi prochain.

* **Yves Robert : Le grand blond avec une chaussure noire.**
Une pochade amusante, souvent efficace et qui permet enfin à la finesse de Pierre Richard de s'affirmer. Mais ce n'est pas encore — hélas — la renaissance du cinéma comique français attendue depuis si longtemps...

* **Terence Young : Cosa nostra.**
Qui nous délivrera de la vogue actuelle des histoires de Mafia ? Ou, plutôt, qui nous donnera le film politique sur la Mafia — le cas de « Salvatore Giuliano » étant particulier — que personne ne semble vouloir entreprendre ? Ici encore, le talent de confection de Terence Young ne suffit pas, ni Charles Bronson — l'acteur le moins doué de sa génération — ni Lino Ventura, qui a l'air d'autant s'ennuyer que dans l'insipide « Clan des Siciliens ». Un bon point, pourtant : l'authenticité du dossier, puisqu'il s'agit de l'adaptation de l'histoire réelle de Jo Valachi.

Collection Bibliothèque Nationale de France

Sommaire

4
Exclusif : La « bombe » de l'U.d.r.
Quelques perles

6
Nungesser et Cie

8
Editorial : Le double chantage

9
Prix : Suivez le bluff

10
A contre-pied

11
La vie immédiate : Le dernier tango, par Pierre Bourgeade

12
Hongrie : Jusqu'où aller trop loin

14
Vietnam : Le plus grand échec de Nixon

16
L'œil en coin : Réveillon chez Arthur

17
Télévision : Vœux en retour
Télé-sélection

18
Cinéma : Des petits monstres ?
Notes de lecture

19
Théâtre : Le brûlot breton

20
Le livre de la semaine : Le règne de la marchandise

21
Anniversaire : Et le silence retomba sur Stalingrad...

23
Mots croisés

24
Ma part de vérité : Le retour aux sources, par François Mitterrand

PHOTOS ET DESSINS

A.p. (page 14) Jean-Pierre Coureuil (page 2) Keystone (pages 7, 12, 13, 21, 22, 23) Samy Poliatchek (page 19) Sabadel (pages 4, 6, 11) Teich (page 10) Vasco (pages 1, 7, 9, 13, 14).

Courrier

L'appétit des militaires

« Je viens de lire votre article « Debré, insatiable dévoreur d'hectares », dans « l'Unité » du 15 décembre, particulièrement clair et bien informé, et vous en remercie. Il aura eu le mérite d'étaler au grand jour ce nouveau scandale que constitue la création — au prétexte de la création d'une zone industrielle à Rivesaltes — d'un nouveau terrain militaire dans une zone touristique, au préjudice des communes, de leurs administrés et de l'ensemble des amoureux de la nature.

Notre commune, jusqu'à ce jour, a su pourtant se montrer compréhensive vis-à-vis de l'Armée — depuis 1914, cette dernière occupe de facto et gratuitement diverses portions de notre territoire — et cela malgré les préjudices subis :

— 80 hectares de bois de pins brûlés en 1952,

— deux garçons du village tués par l'explosion d'une roquette le 23 août 1968,

— dégradations de chemins et propriétés, etc. Notre commune est la seule à s'opposer énergiquement à toute cession de terrains. Elle est prête à consentir des sacrifices dans l'intérêt national, mais personne, de bonne foi, ne peut exiger de nous, un sacrifice que rien ne justifie, sinon l'appétit des militaires... A moins, bien sûr, que les terrains convoités soient destinés à avoir une toute autre utilisation que l'entraînement des troupes de la garnison Perpignan-Rivesaltes. » (Dr Teulière, maire de la commune d'Espira-de-l'Agly, Pyrénées-Orientales).

La "remise" des prix

« Le ministre des Finances se lance dans l'édition ou dans la lutte anti-morosité d'une façon nouvelle. Il propose aux Français un nouveau divertissement à partir de la lecture des nouvelles étiquettes.

Le règlement du jeu est assez simple. Il s'apparente à celui d'un concours de vitrines. Pour jouer, il faut un porte-monnaie distendu par l'inflation et il suffit alors de regarder les étiquettes afin de trouver, par simples « déductions », le montant des économies que vous avez effectuées.

Mais attention : la méthode des calculs étant assez particulière, Maître Giscard d'Estaing, huissier rue de Rivoli, à Paris, signale que les résultats vous surprendront alors. Pour les organisateurs, la baisse de prix de 7 % sur la viande augmente de 20 % en 6 mois, on réduit 7 %, je retiens 13. Eux pas, suivez le bluff.

Cette opération s'apparente a du marketing, à une pratique courante des entreprises commerciales — pour vendre des savonnettes, par exemple. On retrouve les mêmes éléments, y compris la campagne publicitaire : le choix s'est porté sur une agence relativement nouvelle : Arthur Conte-Informations et propagande. Mais, afin que la campagne commerciale réussisse, les organisateurs comptent également sur les commerçants : tout doit être prêt début janvier pour le lancement de l'opération. Les grandes surfaces ont devancé l'appel, cela rendra plus difficile les contrôles. Restait à mettre dans le coup les petits commerçants. L'opération est plus délicate — on passe difficilement l'éponge.

« Que faisiez-vous aux temps chauds ?

— Je vous imposais.

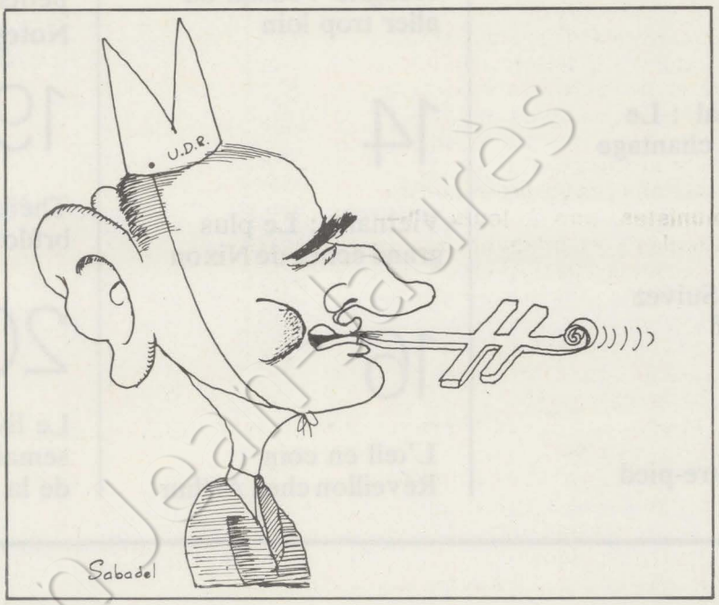
— Eh bien, étiquettes, valsez maintenant ».

Certes, est-il décent de fabuler ainsi quand, derrière chacun d'entre nous, se cache un consommateur ? L'intérêt de tous est « en jeu ». Ce jeu se poursuivra jusqu'au 4 mars, voire au 11 mars. Vous trouverez alors les « bulletins »-réponse. La remise des prix aurait lieu peu après. » (J.C. Croix, 59-Maubeuge).

La « bombe » de l'U.d.r.

Le secrétaire général de l'U.d.r., Alain Peyrefitte, se prépare à accueillir dimanche, dans sa ville de Provins, avec Pierre Messmer, l'ensemble des responsables et des candidats de son parti, qui prendront ainsi officiellement le départ de leur campagne électorale.

Au cours de ce rassemblement, chaque candidat recevra un bréviaire dont on espère, en haut lieu, qu'il saura en faire le meilleur usage. A défaut d'une véritable charte programmatique que les « penseurs » de l'U.d.r., coincés entre les prétentions idéologiques de quelques-uns et les préoccupations plus terre à terre de Georges Pompidou, n'ont pas encore réussi à sortir, le groupe d'« experts » qui travaille en liaison avec Roland Nungesser, député du Val-de-Marne (voir notre encadré), achève de mettre au point un document qui se veut, d'un bout à l'autre, une réfutation du programme commun de gouvernement de la gauche.



Les soviets partout

Dans l'esprit de ses rédacteurs, ce document doit être la « bombe » qui permettra à la majorité de reprendre l'offensive. Nous nous faisons un plaisir aujourd'hui de désamorcer cette bombe — qui n'est d'ailleurs qu'un pétard mouillé — en en publiant le contenu en avant-première et en exclusivité.

Le document de la majorité se compose d'une préface générale de 16 pages dactylographiées et d'une trentaine de notes spécialisées de longueur variable et dont certaines ne sont pas encore complètement au point. Reprenant les uns après les autres les chapitres du programme commun, ces textes tentent de démontrer aux différentes catégories sociales intéressées qu'il s'agit de l'instauration en France d'un système de type bolchevique avec des soviets au sein de l'entreprise, un syndicat unique, la disparition des cadres, la mort du petit commerce, une fiscalité alourdie, l'effondrement de la Bourse, la France isolée, à la merci de Moscou, etc.

Car, en dépit des affirmations de Robert Boulin, selon lesquelles « l'anticommunisme de grand-papa ne prend plus », c'est bien ce thème éculé qui sert de fil conducteur à l'ensemble du document. Dès la première page de la préface, le ton est donné.

« A quelques semaines du premier tour des élections législatives, qui se dérouleront, est-il besoin de le rappeler, le plus librement, le plus démocratiquement du monde, l'opinion est faite. Que ce soit la nôtre ou la vôtre, dont nous reconnaissons qu'elle peut être différente, voire opposée, une chose est certaine : l'union de la gauche, ou qui plus est, « l'union populaire », entend faire prendre à la France un billet sans retour vers une démocratie socialiste, autrement dit vers le communisme.

Nous sommes convaincus que la plupart des Français s'opposeront de toutes leurs forces à cette dictature déguisée, à ce communisme totalitaire, aux apparences benoites et adaptées à la pensée française.

Quelques perles...

Dans les notes spécialisées qui doivent servir à la réfutation du programme commun, on trouve quelques perles qui donnent, en particulier, la mesure de la conception « sociale » de la majorité.

Ainsi, par exemple, à propos des dispositions intéressant les travailleurs dans les entreprises :

« La consultation obligatoire des représentants du personnel avant toute mesure d'embauchage, de licenciement, d'affectation, de mutation, de classification, de détermination des cadences, constituera une gêne et un ralentissement considérables dans l'organisation de l'entreprise, ce qui ne pourra que nuire gravement à sa productivité, donc à la richesse collective, et à sa compétitivité, donc à notre équilibre financier vis-à-vis de l'étranger. »

Ou encore :

« La suppression de tout secret sur les comptes de la société risque de causer un sérieux préjudice et de nuire gravement à l'efficacité de certaines opérations de réorganisation, de même qu'à la confiance que l'entreprise peut inspirer à ses clients. »

Egalement cette étonnante défense des cliniques privées :

« La suppression du secteur hospitalier et privé à but lucratif donnera à l'hôpital public un monopole absolu et l'on ne peut que s'étonner de voir des partis politiques qui dénoncent les méfaits de situations monopolistiques vouloir en créer un pour l'ensemble de la nation. »

Enfin, en conclusion d'un long développement sur la régression économique auquel, selon l'U.d.r., doit conduire le programme commun, cet aveu qui ira droit au cœur d'Alain Peyrefitte :

« La fuite des capitaux n'est pas une exclusivité des politiques économiques socialistes ; elle a mis en péril maints gouvernements « bourgeois ». Elle n'est, en effet, qu'un cas particulier de la fuite devant la monnaie lorsque celle-ci n'inspire plus confiance. »

A vouloir trop prouver...

Les Français, ainsi que nous le leur demandons, diront non à l'aliénation de cette liberté, de cette égalité et de cette fraternité pour lesquelles ils ont combattu tant de fois, au cours de deux siècles d'histoire moderne.

En leur nom, nous dirons non aux communistes, non à leurs alliés « privilégiés » et prisonniers, non à la « démocratie avancée » qui bloquerait d'un seul coup la société française, son fondement républicain, la précipitant d'un seul élan vers le gouffre où tentent de survivre le communisme international et ses pauvres démocraties populaires satellites.

C'est en analysant le programme commun que nous ordonnerons : « Bas les masques ». Voici notre étude critique des textes, voici ce que cachent les mots. »

Rouleau compresseur

Après cette introduction, dont on aura noté la particulière originalité, les rédacteurs de la majorité soutiennent que socialistes et communistes sont condamnés à se séparer « **puisque, embarqués sur un même bateau ils entendent prendre des directions opposées** ». Mais, ajoutent-ils finement,

> « **l'alliance après tout pourrait bien être pour le P.s. le seul moyen de parvenir temporairement au pouvoir et à la satisfaction d'ambitions personnelles et cela sans le moindre souci de l'intérêt général** ».

Les rédacteurs veulent bien admettre que « **le P.c. n'est plus le croquemitaine d'antan** », mais il est toujours un « **gigantesque rouleau compresseur** » prêt à écraser « **le minuscule Parti socialiste** » :

> « **Nous disons minuscule car ce parti n'existe plus, si ce n'est à l'Assemblée nationale où la présence de 43 députés contre celle de 33 communistes ne trompe plus personne.** »

Rapidement à court d'imagination, les auteurs du document énumèrent alors une série de curieuses pétitions de principe. Exemple :

→

PREFACE

A quelques semaines du premier tour des élections législatives, qui se dérouleront, est-il besoin de le rappeler, le plus librement, le plus démocratiquement du monde, l'opinion est faite. Que ce soit la nôtre ou la vôtre, dont nous reconnaissons qu'elle peut être différente, voire opposée, une chose est certaine : l'union de la gauche, ou qui plus est, "l'union populaire", entend faire prendre à la France un billet sans retour vers une démocratie socialiste, autrement dit vers le communisme.

Nous sommes convaincus que la plupart des Français s'opposeront de toutes leurs forces à cette dictature déguisée, à ce communisme totalitaire, aux apparences benoites et adaptées à la pensée française.

CONTROLE ABSOLU DES CENTRES DE DECISION ECONOMIQUE OU LA FRANCE SOUS LE MONOPOLE COMMUNISTE

1) - Le centralisme bureaucratique

Le programme commun propose le transfert à la collectivité de l'ensemble du secteur bancaire et financier et des moyens de production les plus importants, première étape vers l'étatisation de l'ensemble de l'économie. Ce dirigisme bureaucratique, étatique et autoritaire est de nature à favoriser la main-mise des organisations de masse et des formations politiques structurées sur l'appareil d'Etat.

2) - L'influence syndicale

Cette prise en main des principaux centres de décision économique s'accompagne d'une infiltration du PC dans toutes les branches d'activités par le canal du syndicalisme.

M. Georges MARCHAIS lui-même a confirmé le maintien "d'un très large secteur privé".

Quoiqu'il en soit, un fait est certain, les socialistes ont suivi leurs interlocuteurs communistes pour qui il ne saurait y avoir de socialisation sans direction étatique de l'économie. L'extension des nationalisations, acceptée par les socialistes, est une consécration nouvelle de la conception communiste de la marche au socialisme.

Les mesures de nationalisation de certaines entreprises industrielles et commerciales sont effectivement modestes, comparées à l'étatisation complète du système financier et de crédit. L'investissement, nerf de la guerre économique, est ainsi subordonné aux plans des banques et de toutes les institutions financières dirigées par l'Etat.

Les intentions réelles des candidats de la Gauche à l'exercice

© Fondation Jean Jaurès



→

« Le P.c. n'a pas l'intention de céder la place aux candidats du P.s. qui ne les auront pas devancés et, ce faisant, ils ruinent les espoirs de la cuisine électorale du P.s. (sic) **tout en ruinant leurs propres chances. »**

Ou encore :

« M. Georges Marchais prétend qu'il n'exigerait pas une participation communiste excessive au gouvernement. Cette affirmation modérée n'est qu'un leurre, destiné à tromper la vigilance socialiste et à rassembler l'électorat. Elle peut donc être interprétée a contrario comme l'aveu d'une domination totale. »

On en arrive ensuite à l'alternance. Après les déclarations faites ces dernières semaines par Pompidou, Messmer, Peyrefitte et quelques autres sur la façon dont serait respecté le suffrage universel en cas de victoire de la gauche en mars prochain, les rédacteurs sont visiblement un peu gênés pour démontrer que le programme commun ne vise qu'à instaurer la « permanence » des communistes au pouvoir. Ils s'en tirent à nouveau par une pirouette :

« Comment dans ces conditions pourrait-on envisager l'expérience de la gauche unie, au moment même où elle écrit son désaccord, où elle affirme sa puissance totalitaire pour l'un et son incapacité pour l'autre de ses membres ? Qui pourra se laisser prendre au piège de la gauche qui n'est en définitive que celui des communistes ? Seul un savant maquillage ne peut que le masquer (re-sic) **aux yeux des indécis, des sans opinions, des disciples inconditionnels. »**

Pourtant, les auteurs consacrent plusieurs paragraphes à tenter d'effacer ce maquillage, ce qui les amène à énumérer les organisations « dépendant du P.c. ou contrôlées par lui ». On apprend ainsi au passage que le président et le secrétaire général de la C.g.t. siègent au Bureau politique du Parti communiste, ce qui est une intéressante révélation. Après quoi, il ne reste plus qu'à enfoncer à nouveau le clou :

« Amis lecteurs, êtes-vous cette fois comme nous persuadés de la réalité de ce danger communiste que nous n'avons jamais cessé de dénoncer ? Quant à l'impuissance du malheureux Parti socialiste, prisonnier d'un soi-disant partenaire, et d'une grande partie des forces sociales de la nation, elle n'est plus à démontrer. »

Histoire de paravent

Le programme commun, dit ensuite le document de la majorité, c'est le **« retour à un régime parlementaire désuet ».** Lequel fonctionnerait bien entendu au seul profit du P.c. Pour asseoir cette nouvelle affirmation, une nouvelle grossière contre-vérité. Alors que toutes les estimations, officieuses et officielles, y compris celles du ministre de l'Intérieur, s'accordent à prévoir qu'il y aura, de toute façon, dans la prochaine Assemblée, plus de députés socialistes que de députés communistes, les auteurs n'hésitent pas à écrire :

« Un affrontement entre un président socialiste et un Parlement contrôlé par le P.c. pourrait permettre à la majorité communiste d'éliminer la tendance minoritaire en provoquant des élections. »

Sur cette lancée ils ne craignent pas d'ajouter :

« Le déséquilibre des forces à l'avantage des communistes devrait logiquement conduire à une fusion P.c.-P.s. ou plus exactement à l'absorption du P.s. par le P.c. Quelle sera, en effet, l'indépendance d'un parti qui n'aura d'existence parlementaire que grâce à l'appui d'un plus puissant, mieux organisé et qui s'en sert comme d'un paravent républicain pour se frayer un chemin vers le pouvoir ? » (re-re-sic).

La préface « majoritaire » aborde enfin le chapitre économique du programme commun. Là encore, le même thème domine. Sans s'être donné la peine de se reporter au programme socialiste « Changer la vie », les auteurs du texte affirment :

« L'extension des nationalisations acceptée par les socialistes est une consécration nouvelle de la conception communiste de la marche vers le socialisme. »

Suit une argumentation d'une particulière pauvreté et dont la logique n'apparaît pas clairement :

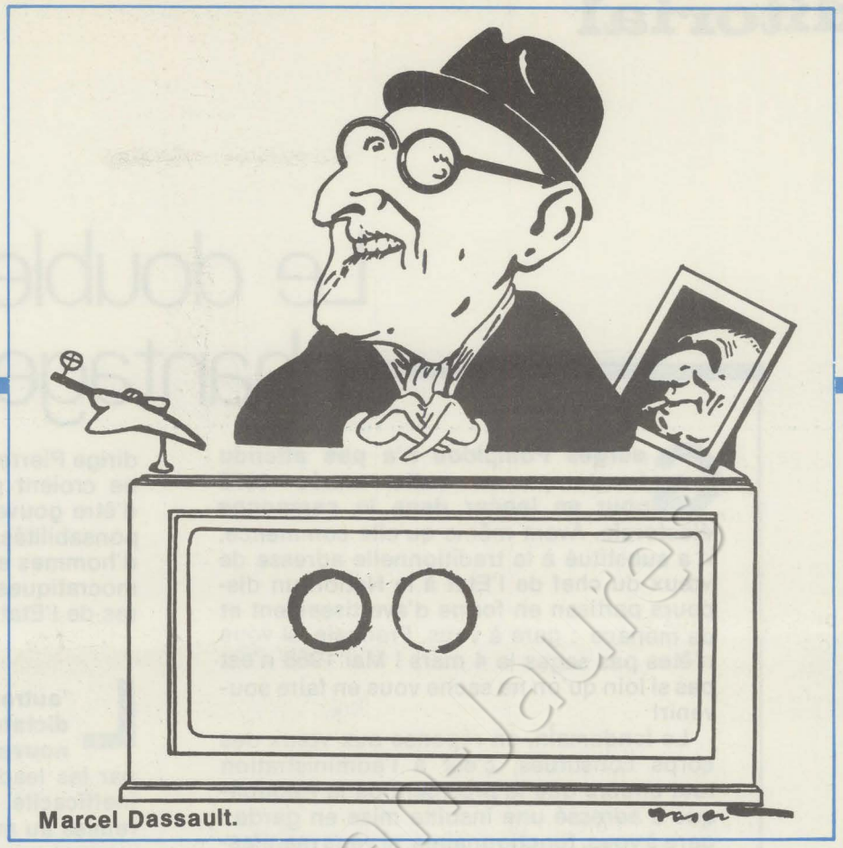
« Sous l'éclairage nouveau prodigué par les mesures de nationalisations financières, le programme d'étatisation des grandes entreprises industrielles et commerciales se comprend mieux : il s'agit de prendre directement le contrôle des centres de décision économiques, trop importants pour pouvoir être réduits indirectement à la merci des banquiers d'Etat. »

Pourtant ce programme économique n'est pas si mal vu par un certain nombre de catégories sociales sur lesquelles

Nungesser et Cie

Il est affable, démonstratif. Trop démonstratif. Mais qu'importe : il a la réputation d'un homme habile et subtil, capable de ne mécontenter personne, par souci de carrière. Alors, c'est à lui que l'Elysée a confié la tâche d'organiser et de coordonner les travaux qui doivent fournir à la majorité ses thèmes de campagne.

A 47 ans, Roland Nungesser a su faire carrière dans le gaullisme. Il n'y est pas venu par la Résistance — il avait 19 ans en 1944 — mais à l'époque du R.p.f., de la traversée du désert et du gaullisme défait. Lentement, il a gravi ces échelons qui mènent d'une mairie à un ministère. En 1953, il est élu conseiller municipal de Nogent-sur-Marne. Puis maire (en 1959), député U.d.r. et président du conseil général



Marcel Dassault.

l'U.d.r. croyait pouvoir s'appuyer. Il s'agit donc de leur faire peur :

« Les petites et moyennes entreprises, les commerçants, les artisans, n'ont peut-être pas trop de raison de se réjouir : si le programme commun les ménage, ne serait-ce pas parce qu'il ne sont pas considérés comme un obstacle majeur dans la première étape de la construction du socialisme ou du communisme ? De plus, leur relative neutralité est une condition indispensable au succès de cette première étape. Mais ils doivent savoir que cette dernière n'est qu'une voie de passage obligatoire vers la deuxième étape qui les affectera à leur tour. »

Et on arrive à cette admirable conclusion, qui permet à elle seule de juger du niveau du texte :

« Voilà donc dépeint ce socialisme à visage humain désireux de changer la vie. Sous le masque, grossier et mal adapté, le communisme ne peut longtemps se dissimuler. Une fois dissipée, la poudre aux yeux laisse apparaître, en tombant, le socialisme despotique, la dictature bureaucratique et la centralisation outrancière, dont le peuple français ne veut à aucun prix.

Pourquoi les grossières évidences de ce programme commun de gouvernement ne sont-elles pas apparues aux yeux scrupuleux des rédacteurs socialistes ? L'échéance électorale a peut-être brouillé leur intelligence, dissipé leur volonté au point de taire la réponse qui pour nous est évidente. »

Après ce beau morceau de littérature, on goûtera le sel de cette suggestion que l'on trouve un peu plus loin dans la partie non encore définitivement rédigée du document :

« Une action générale devrait être menée dans un cadre aussi ample que possible auprès de toutes les catégories concernées et ayant un poids électoral, sur la base des arguments susceptibles de les toucher, dans la forme qui leur est le plus accessible. Mais pour qu'une telle action puisse être menée avec un espoir minimum d'utilité, il faudrait un travail très efficace et approfondi, aucune perte de temps, des moyens importants, un groupe de réflexion et surtout d'action très compétent et très restreint. »

Les moyens importants, nul ne doute que l'U.d.r. les trouve. Quant au travail efficace et au groupe compétent, il semble, à la lecture du document que nous venons d'analyser, qu'ils restent à découvrir.

ANTOINE VIOLET

du Val-de-Marne en 1970. De janvier 1963 à avril 1964, il est président du District de la région parisienne. Il est temps pour lui d'obtenir un maroquin, C'est chose faite en 1967. Il est successivement secrétaire d'Etat au Logement, puis à l'Economie et aux Finances. Enfin, ministre de la Jeunesse et des Sports après mai 1968. Aujourd'hui, il est vice-président de l'Assemblée nationale.

Mais cet ambitieux ne pouvait se contenter d'une carrière politique. Car ce régime est aussi celui des « barons voraces ». Vice-président de la Chambre syndicale des industries nautiques, il est élu le 24 août 1970, sur proposition des frères Villot, administrateur de la société Au Bon Marché. Il démissionne le 20 juillet 1971. Le groupe des frères Villot, ces Dalton des bonnes et des louches affaires, est depuis lors inculpé d'infraction à la législation des sociétés. Quand il est



secrétaire d'Etat au Logement, un des membres de son cabinet est avocat. Il a pour nom Victor Rochenoir. Et l'affaire de la Garantie foncière amène en prison ce conseiller de Nungesser. Mais qu'à cela ne tienne. Quand le député U.d.r. Nungesser donne une tribune libre au « Figaro », elle répond à ce titre évocateur : « Un nouveau civisme ».

Avenant, Nungesser aime surtout qu'on parle de lui. Il possédait un record envié : être l'homme politique que la commère de « France-Soir » a longtemps le plus cité. Et cela compte dans les antichambres de la Ve République. A relire sa vie, à considérer ses deux faces — la politique et les affaires — et à l'entendre parler avec une voix légèrement acidulée et discrètement snob, on comprend mieux le choix de l'Elysée. Cet homme est vraiment à l'image du Pouvoir.

N.B.

Le double chantage

Georges Pompidou n'a pas attendu longtemps en cette année 1973 pour se lancer dans la campagne électorale. Avant même qu'elle commence, il a substitué à la traditionnelle adresse de vœux du chef de l'Etat à la Nation un discours partisan en forme d'avertissement et de menace : gare à vous, Français, si vous n'êtes pas sages le 4 mars ! Mai 1968 n'est pas si loin qu'on ne sache vous en faire souvenir!

Le lendemain, en réponse aux vœux des corps constitués, c'est à l'administration tout entière que le président de la République a adressé une insolite mise en garde : gare à vous, fonctionnaires, si vous manifestez la moindre sympathie pour la gauche. On saura vous rappeler qu'en ce pays de liberté un serviteur de l'Etat doit d'abord servir le Pouvoir !

Après cela, Pompidou peut toujours se défendre d'être un chef de parti. S'en défend-il d'ailleurs lorsqu'il avoue devant les journalistes son intention de mettre tout en œuvre pour que les élections législatives confirment sa propre élection de 1969 et de tirer, dans le cas contraire, « les conséquences des conséquences ».

A la faveur de cette ambiguïté, savamment entretenue, se développe l'un des chantages que la majorité va tenter d'exercer sur les Français dans les deux prochains mois : les institutions de la Ve République ne peuvent fonctionner normalement que si l'actuelle majorité demeure en place. Toute autre hypothèse ne pourrait qu'engendrer ce que le général de Gaulle appelait déjà le « chaos ».

Chantage à double tranchant, car il apporte en même temps la démonstration du caractère antidémocratique de ces institutions, et du bien-fondé des modifications que la gauche veut y apporter, la preuve que ce sont elles et non les dispositions du programme commun qui visent à empêcher la fameuse alternance au pouvoir reconnue comme une loi intangible dans toutes les démocraties fondées sur le suffrage universel et le pluralisme des partis.

Chantage inefficace aussi, car il suppose que l'emporte chez les Français le réflexe de la continuité que de Gaulle savait si bien faire jouer — jusqu'au référendum de 1969 — alors que les échecs accumulés sous le règne de Pompidou amènent un nombre de plus en plus grand d'entre eux à souhaiter un véritable changement de politique. Comme l'écrit fort justement le dernier numéro du « Courrier de la République », que dirige Pierre Mendès-France, « les Français ne croient plus que la meilleure manière d'être gouvernés soit d'abdiquer leurs responsabilités, de s'en remettre à une équipe d'hommes agissant hors des contrôles démocratiques et se conduisant en propriétaires de l'Etat ».

L'autre chantage est celui de la dictature communiste. Il n'est pas nouveau. Déjà abondamment utilisé par les leaders de l'U.d.r., il a prouvé son inefficacité. On pouvait penser qu'il serait remisé au magasin des accessoires. Le document que nous publions aujourd'hui et qui traduit les réflexions de quelques « penseurs » de la majorité, montre qu'il n'en est rien. Le clou a beau être émoussé, on continuera à taper dessus, en pensant qu'à la longue la peur ramènera au bercail les brebis en passe de s'égarer.

Ce chantage est aussi faible que l'autre car il repose sur une même contradiction. La majorité ne peut agiter l'épouvantail communiste qu'en faisant croire que le Parti socialiste est si faible qu'il sera inévitablement dévoré par son puissant partenaire. C'est toujours la fable du lapin et du cobra. Mais le propre d'une fable est que personne n'y croit. Et le Parti socialiste a précisément démontré depuis des mois et démontre chaque jour qu'il n'entend pas, dans l'alliance de la gauche, jouer les utilités. L'écho qu'il recueille dans toutes les couches de la population — et dont témoigne entre autres choses la qualité de ceux qui viennent dialoguer avec lui dans les débats « Porte ouverte sur le programme commun » — est bien le signe qu'il représente pour des millions de Français l'espoir d'un changement et la garantie que ce changement s'opèrera dans le calme et la liberté.

Conscient du manque d'audience des hommes qu'il a choisis pour tenir le drapeau de l'U.d.r., Georges Pompidou est, de toute évidence, décidé à s'engager lui-même et complètement. Il le montrera sans aucun doute mardi prochain devant les journalistes et certainement plusieurs fois encore avant le 4 mars.

Le fera-t-il autrement que par le chantage au désordre et à la dictature? Tiendra-t-il compte du fait qu'il joue lui-même une grosse partie? Une certaine agressivité qu'il affectionne et qui confine souvent à la vulgarité lui a réussi en 1968 et en 1969. Beaucoup moins bien en 1972. L'année 1973 pourrait lui réserver de sérieux déboires.

CLAUDE ESTIER

Suivez le bluff

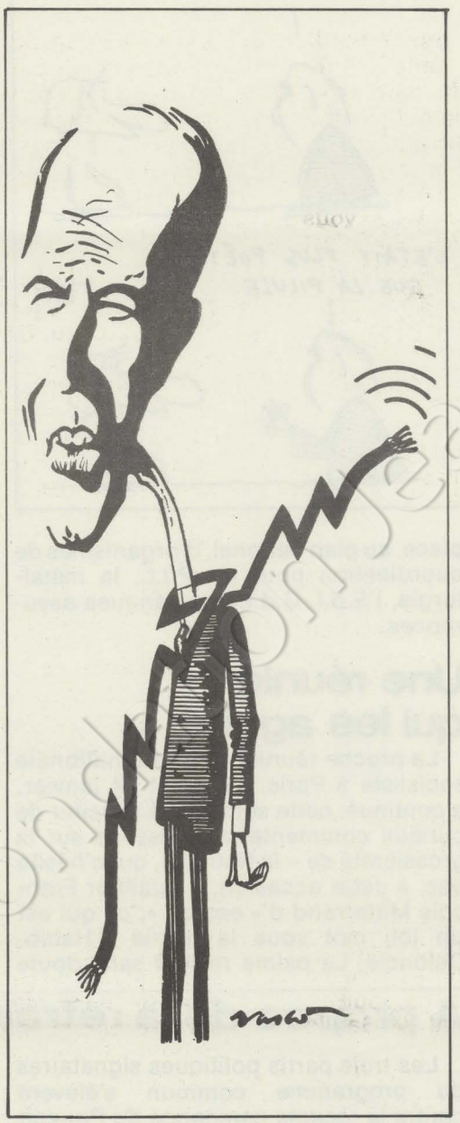
La même semaine, les prix baissent et le mécontentement des commerçants augmente. Telle est la première conclusion que l'on peut tirer de la mise en place d'une mesure chère à Valéry Giscard d'Estaing : la baisse de la T.v.a. Depuis cinq jours, les vitrines sont décorées de panonceaux ronds annonçant que la T.v.a. a baissé ; depuis cinq jours, les commerçants ne décolèrent pas.

Il suffit, pour s'en rendre compte, de descendre une des rues les plus marchandes de Paris, la rue des Martyrs, dans le IXe arrondissement. Partout, la réaction est la même : beaucoup de travail pour pas grand-chose. « On a 10 000 étiquettes à changer, explique un droguiste. Et il faut que cela soit fait en un mois. Alors que, pour changer nos étiquettes lors de la dernière hausse, on avait mis six mois. D'accord, il fallait que ce soit fait, mais on n'aurait pas dû augmenter la T.v.a. il y a deux ans pour la baisser maintenant. Si, au moins, elle était diminuée de 15 % pour s'aligner sur le Marché commun ! Mais là, c'est un coup oui, un coup non. Beaucoup de travail pour pas grand-chose : la dose de Javel baisse de 1 centime. En fait, c'est de la propagande électorale ! »

« Voilà vraiment de la futilité, dit un pharmacien. Cela nous empoisonne et va nous empoisonner pendant un an. Il n'est vraiment pas question que ça change à nouveau, ou alors il faut supprimer la T.v.a. » Un opticien : « La baisse n'est pas suffisante : 3 % sur un étui à lunettes à 10 francs, qu'est-ce que vous voulez que cela fasse au client ? »

Un tour de valse

Quant aux bouchers, ce sont les plus mécontents : le bœuf a baissé de 7 %, « mais ce n'est pas cela qui va diminuer le prix de la viande à l'achat. La bonne viande reste très chère. La T.v.a., on l'applique parce qu'on est obligé. Mais je peux déjà vous dire ce qui va arriver : le bifteck va disparaître de la circulation, ou alors on vendra de la qualité inférieure. On s'abstient de vendre de l'entrecôte : elle est passée de 24,80 F à 23,60. Le filet de bœuf, lui, est passé de 40 F à 37,20 F. Alors, on a mis l'étiquette, mais on n'en vend pas ». C'est vrai : la double étiquette — l'ancien prix



et le nouveau — trône sur un morceau... de gras. Partout, les réactions sont les mêmes : les croissants ont baissé de 5 centimes, les religieuses de 15 centimes, le lait de 0,5 centime, et les commerçants trouvent qu'on leur demande bien du travail pour les baisses obtenues.

Du côté du consommateur, c'est souvent l'indifférence. La plupart des commerçants interrogés n'ont enregistré aucune réaction chez leurs clients. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y en aura pas. Car, dans bien des commerces, les détaillants ont pratiqué ce qu'on appelle la « valse des étiquettes ». En d'autres termes : ils ont augmenté leurs prix dès que les nouvelles mesures ont été connues. Ce qui leur permet maintenant de les baisser sans perte.

Les syndicats C.g.t. et C.f.t.c. des grands magasins parisiens se sont livrés à une enquête sur des articles non alimentaires. Elle est édifiante. Un exemple parmi d'autres : un service de table en faïence, qui coûtait 370 F en novembre dans un grand magasin, est passé en décembre à 388 F. Le 2 janvier, une fois la baisse appliquée, il en valait 379. Hausse réelle : 2,4 %. « Cette situation, disent les syndicats, conduira à ce que de très nombreux articles soient, pour les consommateurs, d'un coût plus élevé le 2 janvier 1973 qu'ils ne l'étaient au début du mois de décembre 1972. » On a souvent fait soi-même l'expérience : un pot de cornichons, acheté dans un magasin populaire, a mystérieusement augmenté de 60 centimes en décembre. Un café a fait passer le prix de l'express de 70 à 90 centimes. Etc.

Que reste-t-il donc de cet allégement fiscal qui devait faire des miracles ? Mécontentement et désillusion : on est bien loin, donc, du but recherché à quelques mois des élections. Au jeu de la démagogie, on ne peut pas gagner à tous les coups. Triste vérité pour Giscard d'Estaing, qui avait pourtant mis un soin particulier en ouvrant à la télévision la campagne publicitaire sur la « baisse », à s'adresser personnellement à chaque commerçant : « Madame, Monsieur, je compte sur vous. » Reste à savoir si l'indice des prix de janvier sera publié avant le 4 mars !

MICHELE BACKMANN

Mort à 34 ans

Nous n'avons pas coutume, dans ce journal, de rendre hommage aux morts. Ce qui ne diminue en rien la tristesse que nous éprouvons chaque fois que disparaît un militant. Le décés, à 34 ans, de Jacques Vidal, qui fut l'un des animateurs du Ceres et l'un des secrétaires de la fédération de Paris du P.s., nous amène à faire une exception : pour dire à sa jeune femme et à ses trois enfants notre peine devant la perte d'un homme qui restera, pour tous ceux qui l'ont connu, un modèle de rigueur, de loyauté et de courage.

A contre-pied



Tambour battant

La Convention nationale de dimanche, où François Mitterrand présentera un important rapport politique, marquera, après la trêve des fêtes, le redémarrage de la campagne du Parti socialiste, qui sera menée ensuite tambour battant. Après avoir affronté mercredi prochain Alexandre Sanguinetti à l'émission A armes égales, François Mitterrand commencera sa grande tournée à travers la France, au cours de laquelle il participera aux huit meetings régionaux de présentation des candidats socialistes. Ceux-ci auront à leur disposition un ensemble de fiches techniques expliquant les différents points du programme commun, quatre films traitant des prix, des libertés, de l'union de la gauche et du grand thème « Changer la vie », et enfin le nouveau livre de François Mitterrand dont Flammarion vient de sortir spécialement une édition de poche *(voir page 24)*.

Socialistes dans les entreprises

Le 13 janvier se tiendra à Pantin la première Conférence nationale des groupes et sections socialistes d'entreprises. Elle permettra de faire le point de l'activité déployée depuis un an et demi par le Parti socialiste sur les lieux de travail. Ainsi, à Paris, fonctionnent déjà une quarantaine de sections d'entreprises. Plus de 500 postiers et près de 400 salariés du secteur banques-finances sont organisés. C'est également le cas de départements de plus en plus nombreux. Grâce à la mise en place, au plan national, d'organismes de coordination pour les P.t.t., la métallurgie, l'E.d.f.-G.d.f., les banques-assurances.

Une réunion qui les agace

La proche réunion de l'Internationale socialiste à Paris, les 13 et 14 janvier, a continué, cette semaine, à susciter de curieux commentaires. Passons sur la grossièreté de « la Nation », qui n'hésite pas, à cette occasion, à qualifier François Mitterrand d'« escroc », ce qui est un joli mot sous la plume d'Habib-Deloncle. La palme revient sans doute à Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui, passant quelques jours en Israël, en a profité pour déclarer que Golda Meir et les autres chefs de gouvernement sociaux-démocrates qui vont participer à la réunion de Paris « font tous ensemble une erreur grave et manquent de rigueur et de morale en acceptant cette confusion ». Rigueur et morale sont, comme chacun sait, les deux mamelles de J.J.S.S.

Dieppe et Charenton

Deux élections municipales partielles à surveiller dimanche. La première à Dieppe, où deux conseillers socialistes élus en 1971 sur la liste d'union de la gauche ont été invalidés. Deux socialistes se représentent face à la droite et l'un des deux est cette fois notre collaborateur Maurice Séveno, qui est également candidat aux prochaines élections législatives dans la circonscription Dieppe-Le Tréport.

L'autre élection — pour trois sièges — a lieu à Charenton, où Alain Griotteray, député Républicain indépendant du Val-de-Marne, P.d.g. des aspirateurs Tornado et Birum, veut profiter de l'occasion pour entrer au conseil municipal et s'emparer de la mairie, ce qui conforterait sa position pour les législatives. Pour s'opposer à cette tentative, une liste centriste, formée des partisans de l'ancien maire décédé, et une liste d'union de la gauche (1 communiste, 1 socialiste, 1 radical) que Jacques Duclos, Claude Estier et François Loncle sont allés soutenir jeudi soir.

A propos de la retraite des cadres

Les trois partis politiques signataires du programme commun s'élèvent contre la récente campagne du Pouvoir et du patronat à propos des dispositions du programme commun qui concernent les retraites complémentaires et notamment la retraite des cadres.

L'instauration d'un régime unique de retraite pour tous les Français est un objectif qui ne pourra pas être atteint sans étapes.

Lorsqu'il sera possible d'assurer à chacun, dès 60 ans, une retraite au moins égale aux trois quarts de son salaire réel des dix meilleures années, il est évident que des régimes particuliers n'auront plus la même justification.

Tant que cette condition n'aura pas été remplie, les régimes complémentaires actuels seront maintenus et la part de la cotisation de Sécurité Sociale qui finance le risque vieillesse ne sera pas déplafonnée.

Dans l'immédiat, la retraite au premier franc et une coordination des régimes complémentaires permettront d'améliorer sensiblement les retraites des cadres.

Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement organisera, comme le stipule le programme commun, une table ronde avec les parties intéressées pour préciser les modalités d'application, le calendrier d'exécution et le financement de ces propositions. Une telle concertation sera organisée à chaque étape de leur mise en œuvre.

Ainsi, dans ce domaine comme dans tous les autres, le programme commun de gouvernement de la gauche répond aux préoccupations des cadres, comme à celles de tous les travailleurs manuels et intellectuels.

Le dernier tango

par Pierre Bourgeade

1er janvier

Je vais voir le film de Bertolucci, « Le dernier tango à Paris », dont Serge Richard a déjà longuement rendu compte dans ces colonnes. Je vais le voir au Studio Jean-Cocteau, dans le Ve. Bourré. Une file d'attente de 100 mètres. Rien que des jeunes, ou presque. Beaucoup de femmes, de jeunes filles. Qu'est-ce qu'ils recherchent? Je ne crois pas que les gens sont en quête de l'érotisme pour l'érotisme, de l'obscénité pour l'obscénité. Mais ils cherchent, au cinéma comme ailleurs — en littérature, en politique — une représentation de la réalité qui ne soit pas un tissu de mensonges. Or l'ordre moral, au cinéma comme ailleurs, c'est d'abord ça: le mensonge. Et c'est pour ça que nous n'en voulons pas.

On se demande ce que défend le régime actuel, son président, ses ministres, son ministre des Affaires culturelles, ses procureurs qui poursuivent les Carpentier et les Mercier, quand il cherche à nous imposer cela: l'ordre moral. L'ordre moral, au nom de quoi? Qui les a mandatés? Qui a défini ce qu'ils défendent? Quand on voit ces salles pleines au film de Bertolucci (10 000 personnes par jour à Paris) et quand on voit ce qu'on voit dans ce film, on voit clair comme le jour que les Français, et avant tout les jeunes, n'acceptent plus, aujourd'hui, l'ordre moral. Ils en ont ras le bol des mensonges - surtout des mensonges au pain bénit.

Est-ce que ça veut dire que ce qu'on voit dans le film de Bertolucci (ce qu'on voit dans certains spectacles ou ce qu'on lit dans certains livres — quand ils échappent à la censure obtuse du Pouvoir) ne provoque pas un malaise? Non, et au contraire — c'est d'ailleurs ce que soulignait Serge Richard. Et non seulement un malaise, mais deux: un malaise physique, un malaise politique.

Un malaise physique. Ce qu'on voit dans le film de Bertolucci, on ne le voit pas souvent au cinéma — je crois même qu'on ne l'y avait jamais vu. Mais ce qu'on voit dans la vie ? Hanoï écrasée sous les bombes. Photographies partout. On le supporte. Brando écrasant Maria Schneider sous lui, on ne le supporterait pas? Restons dans le domaine du sexe: le malaise que nous éprouvons à voir certaines scènes du « Dernier tango » n'est pas autre que celui que nous éprouvons très souvent à cause du fonctionnement de notre propre corps. Comment serait-il « mauvais » pour nous? Il est en nous.

Un malaise politique. On peut se dire: le sexe n'est pas politique. Il détourne de la politique. Et même: la perversion, c'est la distraction des exploitants, le passe-temps des riches classes oisives. Donc le sexe est « réac », sinon fasciste.

Et c'est vrai que, dans le film de Bertolucci, ce type sans attaches qui se distrait à mettre des quarts de beurre entre les jambes de sa petite amie n'a que peu de rapports avec les peuples en lutte. On pourrait l'appeler facilement: un salaud.

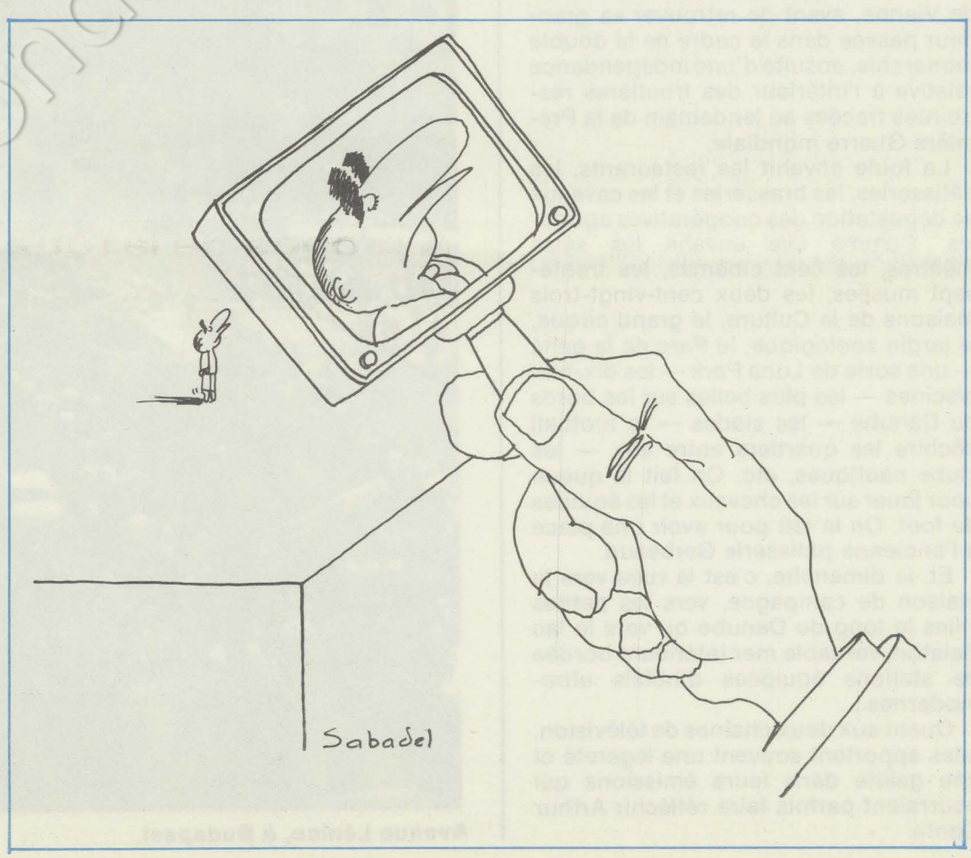
Contre cette impression, qu'on peut avoir, deux arguments: l'un formel, l'autre au fond.

1°) Argument formel : si c'était vrai, les partisans de l'ordre moral, qui sont justement les exploitants et les réacs, seraient favorables à ce genre de film dont la réalisation, de toute évidence, est impossible dans la France actuelle, la France des censeurs.

2°) Sur le fond : le sexe est provocation, acte révolutionnaire quand tout se passe contre les conventions, contre la coalition — économique, politique, morale — des interdits. L'un des premiers films de Bertolucci s'appelait « Prima della Revoluzione », « Avant la Révolution ». « Le dernier tango » aurait pu porter le même titre. Autour des deux amants, tout est faux, tout s'écroule. Il est moins cinq.

31 décembre

Le président de la République présente ses voeux aux Français. Il a la voix, le masque d'un homme qui a peur. Ayant peur, il cherche à faire peur, évoquant « l'insécurité générale » et ses « risques terribles » si les Français venaient à changer de cap. En l'écoutant, je me disais: « Cause toujours. Toi aussi, tu chantes ta dernière chansonnette. Tu danses ton dernier tango. »



Jusqu'où aller trop loin

Des milliers de touristes étrangers se sont abattus sur Budapest pour les fêtes de fin d'année. Dans une ville brillamment éclairée, à la circulation automobile souvent proche, dans les principales artères, de ce que les grandes villes de la province française connaissaient déjà il y a dix ans, au milieu d'une population habillée avec élégance et avide de loisirs, l'occidental ne se sent pas dépaysé. La grande tristesse qu'on ressent souvent dans les pays de l'Est n'est pas de mise dans un pays qui, depuis les dramatiques et sanglants événements de 1956, a fait une révolution silencieuse.

Budapest se vante de ses trois mille restaurants, parmi lesquels — ô, joies de la statistique qui transpose l'aridité des plans quinquennaux dans le domaine du plaisir — quatre cents offrent un accompagnement musical et dix-neuf des spectacles de variétés. Ajoutons, pour faire bonne mesure, cinq cents pâtisseries et cafétérias, où croulent de monumentaux gâteaux reflétant la rencontre de deux mondes avec la crème viennoise et le feuilleté turc. Car, pendant plusieurs siècles, la Hongrie a été une colonie, d'abord d'Istanbul, ensuite de Vienne, avant de retrouver sa grandeur passée dans le cadre de la double monarchie, ensuite d'une indépendance relative à l'intérieur des frontières restreintes tracées au lendemain de la Première Guerre mondiale.

La foule envahit les restaurants, les pâtisseries, les brasseries et les caveaux de dégustation des coopératives agricoles. Comme elle envahit les seize théâtres, les cent cinémas, les trente-sept musées, les deux cent-vingt-trois maisons de la Culture, le grand cirque, le jardin zoologique, le Parc de la gaîté — une sorte de Luna Park — les dix-huit piscines — les plus belles sur les bords du Danube — les stades — le football déchire les quartiers entre eux — les clubs nautiques, etc. On fait la queue pour jouer sur les chevaux et les équipes de foot. On la fait pour avoir une place à l'ancienne pâtisserie Gerbeaud.

Et, le dimanche, c'est la ruée vers la maison de campagne, vers les petites villes le long du Danube ou vers le lac Balaton, véritable mer intérieure bordée de stations équipées d'hôtels ultra-modernes.

Quant aux deux chaînes de télévision, elles apportent souvent une légèreté et une gaieté dans leurs émissions qui pourraient parfois faire réfléchir Arthur Conte.

Etrange pays, à la langue incompréhensible pour la plupart des Européens, îlot asiatique implanté au milieu de l'Europe, à la fois cul-de-sac et carrefour où vinrent mourir les grandes invasions des Huns, des Avars, des Mongols et des Turcs. La fierté nationale, pour être moins bruyante que celle des Roumains, y a plus de profondeur et plus d'assurance. Ne manquent pas les bons communistes qui sont fiers de 1956 et l'avouent parfois, lorsque le vin et l'alcool leur délient la langue : « Nous avons été les seuls à le faire... »

Etrange pays, qui a envoyé son armée envahir la Tchécoslovaquie sur l'ordre de Moscou, qui fait la démonstration de la plus stricte orthodoxie dans les propos officiels, mais qui exprime par tous les pores de sa peau sa joie de vivre et son indépendance d'esprit. La musique pop et l'art abstrait y ont droit de cité au même titre que la nudité cinématographique. Les candidatures multiples et la réforme économique sont entrées dans les mœurs. Les syndicats parlent avec une grande liberté, au point qu'ils représentent parfois une véritable forme de contestation du parti.

Le pavé qui siffle

Etrange pays, enfin, dans lequel l'art et une partie de la presse sont débarrassés de la pesanteur propre aux nations de l'Est, au point que souvent la critique la plus profonde du passé de la Hongrie communiste s'exprime avec la plus grande lucidité. Cette année a été présentée à Budapest une pièce de l'écrivain Geza Paskandi, « L'invité », sur le thème du « mouchardage » politique. « Ce qui se trouve au centre de la pièce, écrivait un critique hongrois, c'est le conflit intérieur entre adeptes d'une même doctrine et les antagonismes que soulève la stabilisation de cette doctrine... Autant de problèmes auxquels les usages politiques de l'ère stalinienne ont conféré une haute et brûlante actualité. »



Avenue Lénine, à Budapest.



Janos Kadar, Premier secrétaire du Parti socialiste ouvrier hongrois.

C'est dans l'histoire, y compris dans l'histoire légendaire, que l'artiste et l'écrivain hongrois cherchent et trouvent fréquemment les sujets qui permettent d'aborder l'actualité avec franchise. Sandor Fekete a choisi la chute de Robespierre pour montrer, d'une part, que Thermidor a été rendu nécessaire par l'existence d'un véritable culte de la personnalité, par celle d'une bureaucratie implacable et par la disparition du danger extérieur contre le régime ; d'autre part, que l'alliance acceptée par les Jacobins « purs », dégoûtés par une dictature inutile et dangereuse, avec les affairistes de la petite bourgeoisie, ne pouvait conduire qu'à la liquidation de la Révolution. Gyula Hernadi décrit, lui, dans le récit de la courte existence d'un phalanstère américain né de la doctrine de Fourier, la destruction d'une société par l'usage du crime comme moyen exemplaire de dénonciation des fautes commises par la nouvelle collectivité. Quant à l'« Electre » de Lazlo Gyurko, elle oppose celui qui construit un ordre nouveau pour se venger à celui qui le fait pour libérer les hommes.

Le jeune scénariste et réalisateur Gyula Gazdag a abordé en 1972 le problème de la jeunesse avec le film « Le pavé qui siffle ». Ce titre bizarre part d'un fait réel : au lendemain du Mai 68 français, on a commercialisé en Hongrie, dans ce marché parallèle qui fleurit chez tous les jeunes du monde, des pavés de plastique, qui, chaque fois qu'on les presse, gémissent comme un jouet d'enfant. L'auteur décrit avec une apparente objectivité un groupe de lycéens occupés, pendant les vacances scolaires, dans un camp d'aide à l'agriculture. Ces adolescents sont alors confrontés à un système d'adultes parfaitement absurde pour eux, puisqu'il consiste à sauvegarder des conventions. Mais ils ne pourront s'en sortir par la référence au « pavé qui siffle », c'est-à-dire au « modèle » extérieur, parce qu'il leur faut découvrir eux-mêmes leurs propres moyens d'agir.

Contre l'exode rural

On pourrait accumuler les exemples de ce bouillonnement culturel hongrois dans le théâtre, dans le cinéma, dans l'art de la marionnette, dans la littérature, dans les arts plastiques ou musicaux, qui montrent la vitesse créative d'un peuple véritablement inspiré, que sa révolution n'a pas émasculé, bien au contraire. Solidement appuyé sur une tradition historique glorieuse qui fait qu'Etienne 1er, fondateur de l'Etat hongrois, a certainement autant d'importance pour l'écolier hongrois que Karl Marx — autant, sinon plus — ce peuple exprime son originalité et par-là même son indépendance, dans le développement d'une culture qui n'escamote aucune difficulté.

Il serait sans doute un peu léger de vouloir trouver une telle exemplarité dans la vie politique et économique du pays. Cependant, là encore, ne manquent pas les preuves d'originalité. C'est ainsi que s'est ouverte une réelle controverse sur la construction dans la capitale, qui a connu et connaît encore une crise du logement considérable. Or le caractère uniforme de la construction moderne a soulevé de vives oppositions, à la fois sur le thème de la destruction d'un paysage urbain d'une indéniable beauté et sur celui de la défense de la maison individuelle ! Il faut dire que le territoire de Budapest est très grand et absorbe, notamment dans le XXe arrondissement, des zones forestières à maisons sans étage et à jardin.

D'une façon générale, on a le souci de préserver le caractère propre au paysage hongrois. Le pays ravagé depuis des siècles par les guerres et les révolutions a un goût passionnel pour la protection des vestiges de son Histoire. Au printemps dernier, on y a célébré, avec la plus grande tranquillité officielle, le centenaire de l'adoption de la loi sur la protection des monuments d'art. Une réunion scientifique internationale a garanti cet hommage à une initiative de feu la double monarchie, soulignant la continuité plus hongroise que communiste de cet attachement aux vestiges du passé.

Enfin, on comprendra que dans une région de l'Europe qui sort à peine de la civilisation rurale, l'examen de la place et du rôle de la paysannerie soit du plus grand intérêt. En Hongrie comme ailleurs, le régime de la démocratie populaire n'a pas raté l'erreur de la collectivisation forcée. Après 1956, on a corrigé de façon accélérée. Au point que, dès le début des années soixante, la Hongrie était redevenue, au point de vue alimentaire, une sorte de paradis au milieu d'une Europe de l'Est encore soumise aux restrictions de fait.

Les paysans, organisés en coopératives de plus en plus authentiquement volontaires, ont connu les difficultés classiques de l'exode rural vers les grandes villes, en particulier vers la capitale. Pour maintenir l'emploi et accrocher la jeunesse aux zones campagnardes, on a permis aux coopératives agricoles de développer non seulement la fabrication et la commercialisation des produits alimentaires, mais encore un secteur industriel.

L'œil du grand frère

Le résultat est, pour le moins, curieux. D'abord s'est créée une véritable concurrence dans le secteur alimentaire. Par exemple, une centaine de coopératives offrent leurs jus de fruits et leurs vins à la clientèle hongroise, alors qu'il y a dix ans, toutes les boissons dépendaient de deux entreprises. Dans le sud, la société coopérative Mecsektei, spécialisée dans les produits laitiers, concurrence l'industrie laitière d'Etat, au grand plaisir des consommateurs.

En 1971, on comptait déjà 3 900 entreprises industrielles fonctionnant sous l'égide des coopératives agricoles. Celles-ci construisent également des boulangeries et de petits abattoirs qui font renaître une commercialisation lo-

→

Jusqu'où aller trop loin

cale, proche du consommateur et disparue dans l'ouragan de la collectivisation théorique. Mais surtout, dépassant le secteur de l'industrie alimentaire, elles se livrent de plus en plus à des activités industrielles générales, notamment dans le bâtiment, le textile, la sous-traitance pour la grande industrie et la fabrication des gadgets. On reconnaît officiellement que les petits ateliers ruraux, outre qu'ils assurent le plein emploi dans les campagnes, permettent de produire de façon rentable des articles qui ne le seraient pas dans la grande industrie et contribuent à faire disparaître les restrictions chroniques sur les objets de consommation courante.

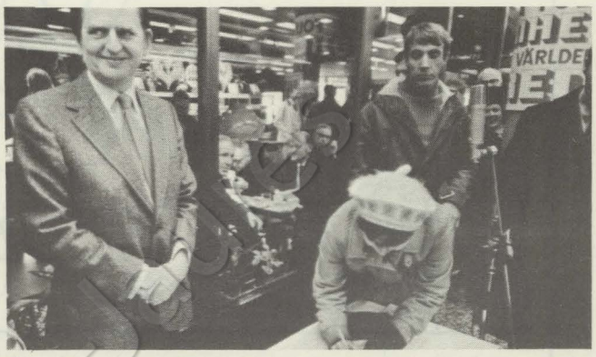
On a été si loin dans le souci de freiner l'exode rural qu'après une période où l'objectif prioritaire était d'empêcher le jeune agriculteur de rejoindre la capitale, une pénurie de main-d'œuvre a commencé à se faire sentir dans les grands centres industriels. En effet, le secteur industriel des coopératives agricoles était en état de donner des salaires souvent de 50 % supérieurs à ceux de l'industrie, compte tenu du régime fiscal préférentiel de ces coopératives et du droit qu'elles ont de fixer librement les salaires. Aussi le gouvernement a dû, en 1971, prendre deux mesures pour contrôler un développement trop « impétueux » de ce secteur. D'une part, lorsque les recettes industrielles de la coopérative dépassent, selon les cas, 30 ou 50 % de ses recettes totales, on lui applique le même régime de taxation et d'imposition que pour les grandes entreprises. D'autre part, pour les activités apparentées aux industries mécanique, chimique et légère, les coopératives sont tenues de signer des contrats avec les entreprises d'Etat de ces secteurs. Ainsi, la fabrication des stylos à bille entrera enfin dans le Plan...

On comprend que, de temps à autre, le grand frère soviétique vienne jeter un coup d'œil dans la marmite hongroise. L'accueil est chaleureux, la fidélité garantie et l'orthodoxie de l'internationalisme prolétarien renouvelée. Le grand frère repart avec peut-être, au fond de lui-même, l'impression d'avoir été roulé par des paysans madrés. Mais que faire ? Depuis 1956, on sait jusqu'où il ne faut pas aller trop loin avec des gens qui ont la tête près du bonnet et qui, lorsqu'ils ont le bonnet à la main, n'en pensent pas moins.

CLAUDE FUZIER

Le plus grand échec de Nixon





Olof Palme dirigeant la campagne de signatures contre les bombardements américains.

Richard Nixon vient de subir le plus grand échec d'une carrière qui n'en manquait cependant pas. En arrêtant les bombardements sur Hanoï après les avoir repris dans les conditions que l'on sait, le président des Etats-Unis a montré de façon éclatante l'absurdité du coup de tête qu'il avait cru nécessaire à l'annonce des termes de l'accord Kissinger - Le Duc Tho. Déconsidéré par des crimes additionnés à beaucoup d'autres, il vient d'y ajouter l'erreur politique la plus flagrante.

Du point de vue militaire, Nixon n'a pas non plus gagné. Sans la bombe atomique, qui réduit par le néant, l'aviation est impuissante contre un peuple. Les pertes en vies humaines annoncées par les Nord-Vietnamiens sont importantes : on notera cependant qu'elles le sont infiniment moins que celles résultant des bombardements considérablement moins puissants accomplis sur l'Europe à partir de 1943. La protection de la population, parfois par des moyens d'une grande simplicité, a fait des progrès et le terrorisme aérien, défini par Luddendorf dans « La guerre totale », est moins que jamais en état de faire plier une population décidée à lutter pour la cause qu'elle défend, parce qu'elle y croit.

En revanche, les pertes subies par les assaillants ont été lourdes. S'il y a contestation sur le nombre d'appareils abattus, il ne paraît pas y en avoir sur celui des pilotes perdus. Le porte-parole de l'armée américaine au Vietnam a reconnu la disparition de 90 à 95 pilotes. En une semaine. Ce qui a dû faire réfléchir les conseillers militaires du président américain.

Les Nord-Vietnamiens ont vu de nouvelles ruines et de nouveaux deuils s'ajouter à un bilan déjà lourd. Mais ils peuvent être fiers de leur victoire. Car c'est une victoire qu'ils viennent de remporter, la première authentique victoire, de celles qui font triompher un objectif politique précis. En l'occurrence, la condition mise par eux à une reprise des négociations était l'arrêt des bombardements. Ils l'ont obtenu. A la place de Kissinger, qui ne serait pas gêné lors de sa future entrevue avec son interlocuteur vietnamien ?

Souhaitons, puisque nous en sommes à la période des vœux, que Nixon se réveille encore plus complètement. L'ampleur des réactions internationales et l'échec militaire de son attaque aérienne lui ont montré qu'il s'engageait dans la mauvaise voie. Il lui reste à comprendre que l'hésitation doit cesser dans l'affaire vietnamienne. Après le coup cambodgien, l'offensive ratée des forces sud-vietnamiennes au Laos, l'alternance du bâton et du sourire a définitivement échoué. Les Etats-Unis se salissent et en même temps se ridiculisent par cet étalage de mouvements d'humeur dignes des pires tyranneaux. Une grande nation, un grand peuple n'ont pas donné un nouveau mandat à un homme pour que celui-ci se conduise en pitre sanglant.

Le président des voyages à Pékin et à Moscou veut-il gâcher pour longtemps les chances pour son pays de compter dans la marche vers la paix et la tranquillité du monde ? Telle est la question qu'il faut inlassablement poser au peuple américain. Qu'on ne s'y trompe pas : il ne peut y avoir de solidarité avec les Etats-Unis tant qu'une telle politique est pratiquée par ceux qui les gouvernent. Et le sentiment de solidarité se porte irrésistiblement vers le peuple qui, dans sa chair et dans ses biens, subit la violence.

C.F.

APPEL A TOUS NOS LECTEURS

Avec l'année qui commence s'engage une nouvelle phase de la grande bataille politique des élections législatives. Dans deux mois exactement, les Françaises et les Français auront à faire un choix dont il est clair qu'il sera capital pour l'avenir de notre pays.

Dans cette bataille, face aux énormes moyens mis en œuvre par l'actuelle majorité, face à la mainmise du Pouvoir sur l'information à l'O.r.t.f., la presse socialiste n'a encore qu'une diffusion trop limitée. Accroître cette diffusion est un objectif immédiat.

Depuis sa naissance, il y a un an, « l'Unité » a été à l'avant-garde du combat des socialistes. Le bloc-notes hebdomadaire de François Mitterrand, les analyses et prises de position des responsables du Parti socialiste, les articles, enquêtes et reportages de l'ensemble des journalistes qui constituent son équipe rédactionnelle, ainsi que les efforts des militants qui en organisent chaque semaine la vente directe, ont assuré à notre hebdomadaire une audience qui le classent parmi les journaux politiques français les plus cités.

Mais il faut faire beaucoup plus. Et il faut le faire pendant les deux mois qui viennent.

Pour ce nouvel effort, nous avons, bien sûr, besoin de vous qui nous lisez régulièrement chaque semaine et qui êtes convaincus que trouver de nouveaux lecteurs à « l'Unité », c'est contribuer efficacement au combat de la gauche.

Que chacun de vous se fixe pour tâche de recruter un nouvel abonné. Soit en convaincant un sympathisant de souscrire un abonnement, soit en offrant lui-même à un ami (janvier reste le mois des cadeaux) un abonnement de six mois à 50 F ou d'un an à 90 F. C'est peu de chose pour chacun, c'est beaucoup à la fois pour la vie de ce journal — dont l'équilibre financier reste précaire — et pour le succès de la cause qui nous est commune.

Nous ne doutons pas que vous comprendrez l'importance de cet appel et d'avance, en vous renouvelant nos vœux pour 1973, nous vous disons merci.

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

Collection Fondation Jean Jaurès

Réveillon chez Arthur

Finalement, j'aime bien Arthur Conte.

Pour la première fois, j'ai même des remords à cause de lui : j'aurais dû surveiller et retenir ma plume quand j'incendiais le P.d.g. de l'O.r.t.f. Car à lui seul — j'écris bien à lui seul — Arthur Conte est capable de soulever ces « forces de la joie » qui lui tiennent tant à cœur.

Prenez, par exemple, la soirée du réveillon sur la première chaîne : l'émission de Jacques Chancel s'enlisait lentement dans l'ennui. Les chanteurs et les vedettes invités étaient enregistrés sans le moindre respect des lois de la prise du son, les mouvements de caméra cafouillaient lamentablement. Pour la cinquième fois, le Golden gate quartet, ces quatre chanteurs noirs américains de quatrième zone, sabotait consciencieusement de merveilleux vieux blues. J'avais déjà souri à la vision de Michel Debré, regretté que Valéry Giscard d'Estaing ait oublié son accordéon, salué le génie et le sens politique de Jacques Chancel : faire d'une émission de réveillon une mini-revue gouvernementale. Il fallait l'oser.

Minuit approchait. Et la fête tardait.

Soudain, la caméra s'immobilisa sur la face rayonnante d'Arthur Conte. Je tendis l'oreille et entendis : « Je forme des vœux pour que tous les gars-médecins du monde se donnent la main pour guérir tous les cancers du monde... » Quel style ! Quelle classe ! Même « France-Dimanche » n'aurait pas osé.

Notre éclat de rire qui salua cette déclaration m'empêcha d'écouter la suite des vœux d'Arthur. Le silence retomba dans la pièce. Ce fut pour entendre Arthur Conte tutoyer Charles Trénet, Catalan et humoriste comme lui — « Ah ça, il n'est pas fier le directeur de la Télé » — et chanter en catalan. Car il pense aussi à ses électeurs des Pyrénées-Orientales, le P.d.g.

Minuit sonna. Les cotillons et les confettis volaient. L'ambiance du plateau me rappelait les réveillons à 75 F tout compris. Soudain, Arthur Conte se leva, entraîna Alice Sapritch, cette diva U.d.r. de l'égocentrisme envahissant, et entama une danse avec elle. La caméra traînait sur ce couple, grotesque et bouffon, des serpentins autour du cou.

Sûr qu'on s'en souviendra, de cette soirée. Le Grand Echiquier était un grand échec ! Mais il y avait un P.d.g. chantant et dansant... Merci, Arthur.

NICOLAS BRIMO

La Ville de Marseille, l'Agence Littéraire et Artistique Parisienne pour les Echanges Culturels et les Spectacles Lumbroso présentent au

PALAIS DES SPORTS — du 12 JANVIER au 4 FEVRIER 1973

Porte de Versailles - PARIS 15e

LES BALLETS DE MARSEILLE

Directeur Artistique - Chorégraphe

ROLAND PETIT

avec la participation de

MAIA PLISSETSKAIA

du Théâtre Bolchoï de Moscou

et des

PINK-FLOYD

PROGRAMME N° 1	PROGRAMME N° 2	PROGRAMME N° 3
Première partie : "Allumez les Etoiles-Maïakovski".	Première partie : "Allumez les Etoiles-Maïakovski"	Première partie : "Allumez les Etoiles-Maïakovski".
Deuxième partie : "La rose malade" d'après "Le mariage du ciel et de l'enfer" de William Blake sur des extraits symphoniques de Mahler avec la participation de Maïa Plissetskaïa.	Deuxième partie : "Pink-Floyd-Ballet" présence effective sur scène des Pink-Floyd.	Deuxième partie : "Pink-Floyd-Ballet" sur des musiques enregistrées par les Pink-Floyd.
Soirées à 20 h 45 les 12-15-16-18-19-22-23-25-26-29 et 30 Janvier - 1er-2 Février.	13 Janvier et 3 Février à 17 h et 20 h 45 14 Janvier et 4 Février à 14 h 30 et 18 h	20 et 27 Janvier à 17 h et 20 h 45 21 et 28 Janvier à 14 h 30 et 18 h

LOCATION : au Palais des Sports - 12 h 30 à 19 h 30 - Tél. 532.41.29 et toutes agences

Vœux en retour

C'est d'un point de vue bien différent des vœux électoraux de Georges Pompidou et des facéties d'Arthur Conte qu'Edouard Guibert (intersyndicale des journalistes de l'O.r.t.f.) et Marcel Huard (S.n.r.t.-C.g.t.) ont bien voulu nous présenter, à l'aube d'une année décisive, les revendications et les espérances des travailleurs de l'Office. Elles portent sur trois aspects fondamentaux : la liberté d'expression et de création, le maintien du service public, l'amélioration des conditions de travail.

D'abord, les deux hommes affirment « la profonde aspiration de tous à la liberté d'expression, à la liberté de création, à l'indépendance vis-à-vis du Pouvoir politique, à l'épanouissement de l'outil de radio et de télévision, moyen de communication entre les hommes. L'ensemble des travailleurs de l'O.r.t.f. pense que cet outil n'est pas utilisé comme il devrait l'être, pour des raisons très diverses, politiques, économiques, techniques, bureaucratiques... » Ils souhaitent vivement voir se briser les carcans qui briment cette liberté, sans bien sûr renoncer à une saine gestion de l'Office.

Ensuite, les travailleurs veulent avoir « l'assurance que l'O.r.t.f. reste le bien de la nation ». Ils éprouvent une crainte terrible que l'année 1973 ne soit l'année de la privatisation et du démantèlement de l'Office, bradé aux intérêts privés, aux monopoles de la presse écrite pour ce qui est de l'information, aux monopoles de l'édition pour ce qui est des vidéocassettes, au Quai d'Orsay pour ce qui est de la direction des Affaires extérieures et de la coopération. On redoute en effet que la D.a.e.c., qui réalise des émissions en 17 langues, ne soit transformée en établissement public dont le personnel n'aurait bientôt plus le même statut que celui de l'O.r.t.f. De même, à la suite d'accords avec les syndicats patronaux de la presse de province, ceux-ci se sont vu affermer des émissions d'information de la télévision régionale : ils disposent ainsi du quasi-monopole de l'information dans leur région : « C'est une orientation dangereuse et antidémocratique ».

« En tronçonnant l'Office par régies, par établissements publics, à terme, il sera plus facile de le pulvériser. » Le gouvernement pense vaincre ainsi plus facilement la solidarité des travailleurs et les forces syndicales qui, attachées à la notion de service public, peuvent le dissuader d'aller trop loin dans ses projets.

Enfin, les travailleurs de l'Office réclament une amélioration des conditions de travail et s'inquiètent, comme en témoignent les grèves de ces dernières semaines, des menaces que font peser sur la qualification du personnel et la « qualité du produit », les récentes mesures de la direction, notamment les affectations autoritaires par « supports ». C'est-à-dire que les techniciens, d'abord, et les réalisateurs, ensuite, seront spécialisés en vidéo fixe, vidéo mobile ou film et obligés de se recycler pour passer de l'un à l'autre.

C'est surtout « l'atteinte au droit de grève, l'atteinte à la liberté de témoigner par la grève, qui est le plus profondément ressentie par les travailleurs ». En effet, si la grève de la production est admise, celle de « l'antenne » est interdite pour que, « au nom de l'intérêt des téléspectateurs », les programmes ne soient pas perturbés. En fait, on veut « faire en sorte que l'opinion ne sache pas qu'il y a des problèmes à l'O.r.t.f. », on veut isoler la nation les travailleurs de l'O.r.t.f. : « Jamais un syndicaliste, technicien ou journaliste, n'est invité à exposer ses problèmes à la télévision. »

Pour faire aboutir ces revendications, pour « permettre de dégager une politique du personnel à long terme » qui ne soit pas à la merci d'un changement de gouvernement ou d'une déclaration ministérielle, il faut négocier enfin, avec les organisations représentatives du personnel, un statut vraiment démocratique. Guibert, sans engager son organisation comme peut le faire Huart, et parlant en tant que journaliste, syndicaliste et citoyen, précise : « On ne peut espérer un statut démocratique d'un gouvernement qui ne l'est pas ». Avons-nous jamais dit autre chose ?

THIERRY DELPUECH

Télé-sélection

VENDREDI 5 JANVIER

Pour le cinéma, le magazine de Frédéric Rossif et Robert Chazal, avec Yves Montand (ch. 1, 22 h 40).

Sur l'Album de famille des Français : l'instituteur, par Raoul Girardet et Claude Nahon — 3 générations d'esprit républicain (ch. 3, 21 h).

SAMEDI 6

Les Thibault, 3e épisode : la mort du père (ch. 1, 20 h 30).

DIMANCHE 7

Nouvelles de Somerset Maugham, n° 1 : le mépris — les Européens en Inde de 1920 à 1930 (ch. 3, 19 h 40).

LUNDI 8

Joseph Balsamo, d'après Alexandre Dumas, par André Hunebelle : 1er des 7 épisodes retraçant les aventures de Cagliostro, spirite et révolutionnaire (ch. 1, 20 h 30).

Histoires naturelles : le Service de la recherche présente un film sur Max Ernst, réalisé par Gérard Patris (ch. 2, 22 h 10).

MARDI 9

Georges Meliès : trois films du grand-père du cinéma fantastique (ch. 1, 21 h 30).

Les Années folles : les Dossiers de l'écran présentent un débat sur les années 20. (ch. 2, 20 h 30).

MERCREDI 10

A armes égales : François Mitterrand contre Alexandre Sanguinetti : l'événement. (ch. 1, 20 h 30).

A l'ombre de Tolstoï : les souvenirs de Victor Lebrun, dernier secrétaire particulier de l'auteur de « Guerre et paix » (ch. 3, 19 h 10).

C'était hier : « Les lendemains qui déchantent », réalisé par Henri de Turenne et Pierre Leroux. A suivre, d'un œil critique, une des nombreuses séries historiques de la 3e chaîne. Aujourd'hui : les désillusions de l'après-guerre (ch. 3, 19 h 40).

En remontant le Mississipi (n° 2) : Une musique — le blues — pour sortir du ghetto, par Claude Fleouter et Robert Mapthoulis (ch. 3, 21 h).

JEUDI 11

Du côté des enfants : « Christophe séparé des siens », d'Eliane Victor et Hervé Basle : un enfant malade est soigné loin de sa famille (ch. 1, 22 h 20).

Des petits monstres ?

Combien de pervers polymorphes avez-vous à la maison ? Depuis que, pour la première fois, Freud a fait pénétrer un rai de lumière dans les ténèbres de l'âme enfantine, tout le monde, gêné, a détourné les yeux. Parce que « les enfants » sont nos enfants à nous, et plus ou moins consciemment la meilleure part de nous-mêmes, comment supporter l'idée qu'ils puissent parfois incarner le Mal ?

Et voilà qu'un mauvais esprit, le cinéaste américain Robert Mulligan — l'auteur de « Un été 42 » — vient nous tirer de notre confort rassurant avec son film « L'autre ». Un paisible hameau du Connecticut, un garçonnet candide — Niles — et son turbulent jumeau Holland, une grand-mère rayonnante... Et puis, au beau milieu de cette pastorale, un coup de cymbale : la mort accidentelle d'un autre enfant, le cousin des deux jumeaux. D'autres morts — d'autres meurtres ? — vont suivre, à chaque fois plus terrifiantes, et la progressive révélation d'un passé qui l'est infiniment plus. Petit à petit, Mulligan et son excellent scénariste Tom Tryon vont nous amener à deviner ce que Niles cache dans une vieille boîte à tabac, les conséquences du jeu mystérieux de Niles - Jekill et de son frère Holland - Hyde. A moins que ce jumeau... Impossible d'en dire plus sans déflorer l'intrigue. Mais chaque pan de vérité, au lieu de l'alléger, fera croître l'angoisse. Comme dans « Rosemary's baby » ? Plus encore. L'horreur prenant plus de force à monter lentement sous les frondaisons du Connecticut d'avant-guerre — dans la meilleure tradition de toute une littérature anglo-saxonne. C'est magistral.

Mais peut-être aurez-vous peur de découvrir, dans l'histoire de « L'autre », le noir paradis des cruautés enfantines, la part de « monstruosité » qui pourrait bien dormir sous les boucles des chères têtes blondes. Auquel cas les aventures de Benoît, le petit Canadien de « Mon oncle Antoine », paraîtront moins inquiétantes. Encore qu'elles recèlent d'autres mystères, ceux du passage difficile du monde de l'enfance au monde des grands. Dans une petite bourgade, au profond de l'hiver québécois, Benoît travaille dans le magasin de son « oncle » Antoine — oncle adoptif, en vérité. Drôle de magasin, aussi polyvalent que les pharmacies chantées par Trénet, où ce doux poivrot d'oncle Antoine, sa femme, le commis Fernand et Carmen, autre « nièce » adoptive, vendent aussi bien des voiles de mariée que des cercueils.

C'est, pour nous, l'occasion de découvrir la vie du village au ras des choses, par le regard de Benoît : dans ce microcosme qu'est le magasin - bar - chapellerie - boutique de jouets - entreprise de pompes funèbres, le quotidien fait sans cesse irruption, et l'enfant y fera peu à peu son « entrée dans la vie » — comme dirait Lapassade — notamment par l'amorce de la possession de Carmen. Viendra une heure décisive : celle où il doit accompagner, à travers la tempête de neige, son oncle Antoine pour chercher le corps d'un garçon de son âge décédé quelque part dans une ferme perdue. Ce sera la nuit des révélations : celle de la mort, celle de la trahison — Fernand et la femme d'Antoine — et celle de la petitesse des « grandes personnes ». Une initiation.

SERGE RICHARD

A la Cartoucherie de Vincennes, la Bretagne est en folie, tel un phénix renaissant de son passé massacré. Pour réussir ce prodige, il a suffi d'une rencontre : celle de Jean-Marie Serreau et de Paol Keineg. Un homme de théâtre irremplaçable et un jeune poète breton presqu'inconnu. Rencontre logique, puisque Jean-Marie Serreau aura passé sa vie à découvrir de nouveaux auteurs. En vingt-cinq ans de mise en scène, il fut le premier en France à monter Brecht, Arrabal, Beckett, Ionesco, Césaire, Genet, Vinaver, tant d'autres... Et, plus récemment, Yacine l'Algérien, Despestre l'Haïtien et Dadié l'Ivoirien. Aujourd'hui, Paol Keineg. Demain, la première pièce de Pierre Laville (co-directeur du Théâtre des Amandiers de Nanterre).

Infatigable Serreau ! Inestimable Serreau ! Quand d'autres recueillent les lauriers à la surface du succès, il fait, lui, un travail en profondeur, obscur mais efficace, fraternel et sans exemple. Il faudra bien reconnaître un jour publiquement — et financièrement — n'est-ce pas M. Duhamel ? — ce que les scènes de France lui doivent.

Pillée et colonisée

Keineg sait ce qu'il doit à Serreau. Poète et rebelle, il avait bien publié trois textes superbement révoltés chez Pierre-Jean Oswald à Honfleur, trois textes exceptionnels : « Poème du pays qui a faim », « Hommes-liges des talus en transes » et « Chroniques et croquis des villages verrouillés ». Au cœur de ces cris, au centre de ces préoccupations, une région assassinée et délaissée : la

Notes de lecture

Politique ou littérature

Directeur de « L'Idiot international », militant révolutionnaire, Jean-Edern Hallier a écrit un très beau livre avec « La cause des peuples » (collection Combats, au Seuil). Est-ce un roman, une autobiographie, un essai politique ? Peu importe. Les souvenirs d'enfance se mélangent à l'analyse du gauchisme, à l'actualité. « En aucun cas il ne s'agit d'un document sur les charmes discrets de la bourgeoisie, Mai 68 ou le mouvement révolutionnaire. Je suis d'autant moins à l'aise pour savoir s'il s'agit de politique ou de littérature... A dire vrai, je me moque éperdument des genres », écrit l'auteur. Et c'est ainsi qu'il faut aborder son livre.

Pourquoi la drogue ?

Comment arrêter le trafic de l'héroïne ? En ne cultivant plus d'opium. C'est une lapalissade. Pourquoi alors ne pas le faire ? Parce que les pays producteurs en tirent de gros revenus, parce que les cultivateurs en vivent. Pour écrire « Les grandes manœuvres de l'opium » (Le Seuil), Catherine Lamour et Michel R. Lamberti sont allés dans toutes les régions productrices d'opium et aussi à New York, à Genève. Ils ont reconstitué les circuits que suit la drogue jusqu'aux Etats-Unis. Leur conclusion : on fait jouer aux pays producteurs le rôle de bouc émissaire. Les racines du mal sont ailleurs, dans le système social des pays occidentaux en général, et des Etats-Unis en particulier, car « l'héroïnomanie est le sous-produit d'une crise de civilisation sans précédent ».

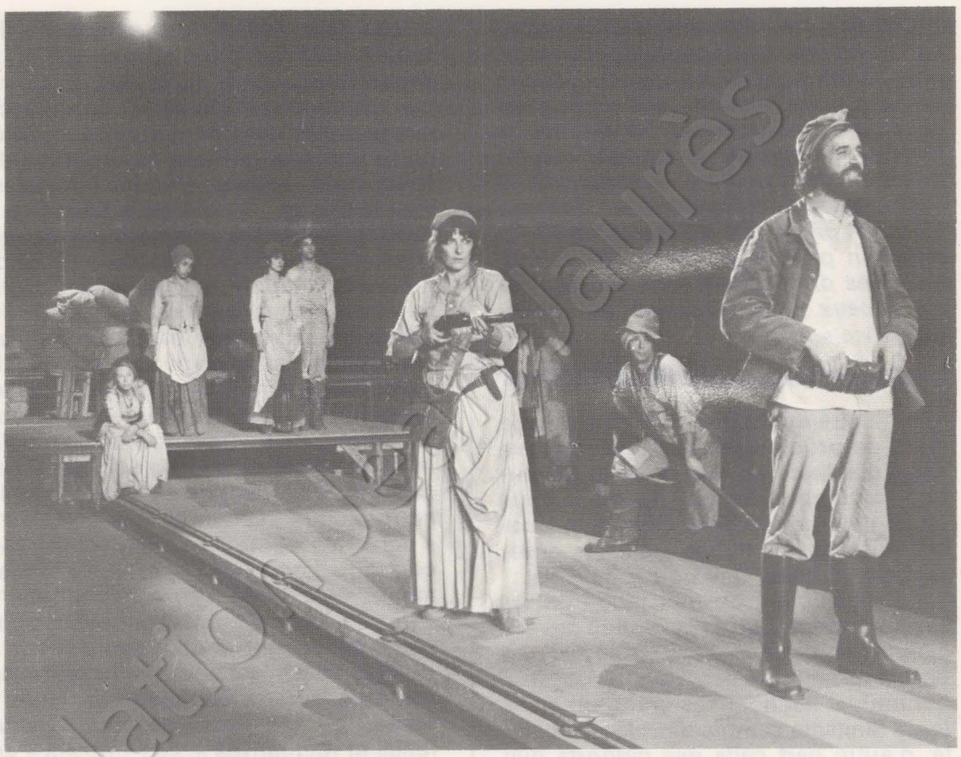
Un brûlot breton

Bretagne pillée et colonisée par le Paris des banquiers. Mais Keineg savait que, pour mieux faire comprendre les malheurs d'aujourd'hui, il fallait remonter dans l'Histoire aux premières mises aux fers, aux premiers abus du pouvoir central.

Ainsi naquit une pièce, « Le printemps des Bonnets rouges ». Laves brûlantes jetées sur le papier à la face de l'injustice. Brûlot sincère mais informe, matière intranscriptible sur les planches. C'est alors qu'intervint Jean-Marie Serreau. Paol Keineg le raconte dans une préface à sa pièce (Pierre-Jean Oswald, éditeur) : « Le printemps des Bonnets rouges est le fruit d'une étroite collaboration avec Jean-Marie Serreau et Michel Raffaëlli. En janvier 1971, j'avais écrit une première version de cette pièce, mais j'étais bien conscient de ses faiblesses, en raison de ma totale inexpérience en matière théâtrale. La version définitive, qui n'est pas radicalement différente de l'initiale, est née après un travail collectif sur la dramaturgie. Chacun a apporté sa pierre à l'édifice : mise en scène, scénographie, texte. Sans qu'il ne se crée de domaine réservé.

« Loin de m'étouffer sous leur extraordinaire connaissance du théâtre, Jean-Marie Serreau et Michel Raffaëlli m'ont libéré ; ils m'ont offert la possibilité d'aller plus loin, de sortir le meilleur de moi-même. Ils m'ont beaucoup appris. Ils m'ont tout appris. Et comment pourrais-je oublier l'apport de toute l'équipe ?

« Disons, sans modestie, que nous avons vécu des journées d'un travail passionnant et fécond, rendu possible par un échange, une entente, une franchise de tous les instants. Un peu méfiant, un peu réticent au départ, j'ai rencontré des hommes qui sont mes proches parents. Cette parenté idéologique, une véritable amitié, font peut-être des « Bonnets rouges » une expérience exceptionnelle (je ne parle pas du résultat, qu'il ne m'appartient pas de juger). Je souhaite que l'expérience ne s'arrête pas là ; je souhaite qu'il soit offert à d'autres poètes, bretons ou non, de vivre un bonheur identique. »



« Le printemps des Bonnets rouges »

Le résultat précisément, tous les spectateurs peuvent en juger : une fresque historique, une chanson de geste qui raconte comment les paysans bretons de 1675 quittèrent le fardeau de la misère et les charges des impôts pour prendre le bonnet rouge de la liberté. Colbert avait inventé de nouvelles taxes pour payer la guerre de Hollande menée par Louis XIV ; les Bretons répondirent en brûlant les châteaux, en tuant les seigneurs et en élaborant leur propre loi : le Code paysan. Evidemment, rien de tout cela n'est dit dans les manuels d'histoire scolaire ! Cet épisode et les aspirations des paysans ont pourtant un siècle d'avance sur les Cahiers de doléances qui furent rédigés à la veille de la Révolution de 1789. A cette Commune agricole d'avant la lettre, les faiseurs de l'Histoire préfèrent la très réactionnaire et très manipulée « révolte » des Chouans.

La pièce de Keineg brise cette loi du silence et du mensonge. Mais elle ne s'arrête pas là ; car si le Printemps des Bonnets rouges fut finalement réprimé et assassiné, la Bretagne, elle, reste soumise. D'où des anachronismes volontaires et significatifs : Louis XIV buvant du gin, Louis XIV écrivant sa propre histoire en lisant un quelconque Mallet-Isaac, Bécassine trébuchant sur le cadavre de Sébastien Ar Balp, chef des révoltés, des comédiens et des comédiennes noires jouant le rôle des paysans bretons. Les allusions sont claires, les analogies péremptoires : la colonisation d'hier est encore vivante aujourd'hui... sous d'autres formes.

Au total, un des plus rudes spectacles qui ait jamais été envoyé à la face de la bourgeoisie française. La solide Bécassine ajuste quelques sévères coups de sabot dans les gambettes fragiles de la frêle Marianne : «prends ça et réponds si tu peux ». Ce n'est qu'un acompte. Il y aura d'autres printemps, il y aura d'autres Bonnets rouges.

JEAN MONTAGNARD

Le réquisitoire de Soljenitsyne

« Les droits de l'écrivain », d'Alexandre Soljenitsyne (collection Points, au Seuil) n'est pas un roman, mais un témoignage. Prix Nobel de littérature en 1970, Alexandre Soljenitsyne est toujours interdit en U.r.s.s., où ses œuvres circulent sous le manteau. Ce livre, c'est le recueil des lettres qu'il a envoyées à l'Union des écrivains, c'est le récit de sa comparution devant elle, c'est le texte qu'il a écrit à l'occasion du prix Nobel. C'est, en 120 pages, un terrible réquisitoire. M.B.

Collection Jaurès

Le règne de la marchandise

Que signifie « Changer la vie » ? Chacun de nous a des éléments de réponses, tirés de son vécu, de ses peines. Chacun de nous a des solutions, des rêves, mais aussi des analyses. André Granou a tenté, en économiste, de répondre à cette question, dans un livre « Capitalisme et mode de vie » éditions du Cerf, dont est extrait le passage ci-dessous. Une telle réflexion prête bien sûr à discussion. Mais ces discussions sont nécessaires à tous ceux qui ambitionnent de « changer la vie ».

L'unité du mode de vie et du mode de production, que l'on retrouve d'ailleurs au centre de la révolution culturelle, permet d'aborder sous un angle nouveau l'irruption de la « société de consommation » dans le développement historique du capitalisme.

La destruction de tout mode de vie suppose avant tout la dissolution des anciennes conditions d'existence : d'une part la dissolution des rapports sociaux qui nouent les hommes entre eux dans la vie familiale comme dans la vie sociale, d'autre part celle des rapports que les hommes entretiennent avec les objets et les ustensiles dont ils font usage et qui les conduisent à perpétuer ou non ce mode de vie. Or la société féodale avait légué à travers les siècles des rapports tantôt régis par le don et l'allégeance, tantôt par l'échange égal, mais qui étaient toujours des rapports directs à l'image des rapports de production liant seigneur et serfs, maîtres artisans et compagnons. Même s'ils étaient parfois l'occasion d'un échange ou d'une production de surproduit, ils n'étaient jamais l'occasion d'une production de capital et donc d'un surtravail sous la forme de plus-value convertie en profit. Par contre, le mode de production capitaliste, s'il voulait étendre ses propres rapports de production et régir aussi bien les rapports sociaux entre les hommes que ses rapports avec les objets, devait substituer à ces rapports directs des rapports médiatisés par une production de plus-value, c'est-à-dire créant l'occasion d'une mise en valeur du capital. Les rapports que les hommes noueraient entre eux ou qu'ils entretiendraient dorénavant avec les objets devraient donc nécessairement être médiatisés par le marché, être l'occasion de l'acquisition de biens ou de services, puisque seule celle-ci peut donner lieu à une production de marchandises qui à son tour induit une extension de moyens de production et donc une nouvelle accumulation de capital. Prenons par exemple les « loisirs ». Jusqu'à ce que le capitalisme les investisse, ceux-ci ne se distinguaient pas des activités de toute sorte — fêtes, relations familiales, vie du village... — qui se mêlaient tout au long de l'année, rythmées par les saisons, aux activités dites de « production ». Le marché, par exemple, où le paysan ou l'artisan allaient vendre le produit de leur travail, était aussi l'occasion d'une intense vie sociale et de festivités. Aujourd'hui, le loisir est fondamentalement une activité séparée, isolée, étrangère au travail aussi bien qu'à la vie familiale ou à la vie sociale. C'est ce qu'on fait lorsqu'on « s'évade ». Mais pour autant cette activité n'est ni « libre » ni « gratuite ». Elle est tout au contraire l'occasion d'un surenfermement et d'une surconsommation. « Votre » loisir, d'autres l'ont pensé pour vous, et ils ont tout prévu : « vos » villages-vacances, « vos » terrains de camping, « vos » équipements, « vos » repas... jusqu'à « vos » activités « culturelles et récréatives », ces « loisirs » au sein même des loisirs. Et cette production de loisirs qui n'est faite soi-disant que pour « votre » plaisir, elle est, pour ceux qui en détiennent et en contrôlent les moyens de production, l'occasion d'une production de surtravail que la vente (le prix de vos vacances) réalisera sous forme de profit. Peu importe ici que ce profit soit payé uniquement par le revenu des particuliers ; pour le capitaliste qui se livre à cette activité, elle est l'occasion d'une mise en valeur de son capital. Et pour lui comme pour n'importe quel capitaliste, la production de loisirs n'a pas pour objet une production de valeur d'usage-loisirs ; elle n'est que le support d'une production de valeur d'échange, de plus-value.

Automobile, réfrigérateur, télévision, appareil photo, électrophone... Comme dans le cas des « loisirs », l'entrée en force du capital dans le mode de vie a d'abord pour effet de faire éclater l'unité profonde que fondaient les anciens rapports directs entre l'apparence extérieure de la marchandise — « une chose qui, par ses propriétés, satisfait des besoins humains de n'importe quelle espèce » — et sa nature immanente, « un rapport d'échange ». Et l'implication de cet éclatement est immense. Là où, au cours des siècles, l'homme avait organisé son existence autour d'un ensemble de rapports sociaux et d'usages d'objets, l'élargissement nécessaire de la production du capital la pousse à l'organiser désormais autour de marchandises — valeurs d'usage en même temps que valeurs d'échange — qui détermineront elles-mêmes la nature des nouveaux rapports. Or, dans la mesure où toute marchandise s'échange sur le marché, cela veut dire qu'à ce stade de développement du capitalisme, il ne peut pas y avoir de rapports sociaux ou de rapports entre l'homme et les moyens d'existence qui ne soient pas médiatisés par l'acquisition de marchandise, par une consommation. La production capitaliste du mode de vie apparaît ainsi comme une « immense accumulation de marchandise », comme la production d'un interminable détour de production, et, donc, de production de moyens de production, qu'exige l'élargissement incessant de l'accumulation du capital.

Cette implication — la seule qui importe du point de vue du capital — n'est pas la seule ni la plus importante du point de vue du travailleur. En se substituant aux rapports sociaux directs, la marchandise, si elle est production d'un rapport d'échange (de valeur), est d'abord production de non-échange entre les hommes, de non-communication. Comme l'a très justement décrit Herbert Marcuse, le mode de vie capitaliste, c'est « l'univers du discours clos », le « langage d'une administration totale », d'une « pensée unidimensionnelle ».

Dialogue avec les agriculteurs

A l'occasion du troisième débat « Porte ouverte sur le programme commun » qui sera consacré mercredi prochain à l'agriculture et à l'avenir du monde rural, François Mitterrand entouré de Raoul Bayou, Maurice Brugnon, Marcel Dutheil, Charles Hernu, Pierre Joxe, Marcel Mathy, Pierre Mauroy, recevra une quinzaine de représentants qualifiés de l'agriculture française parmi lesquels Lucien Biset, Marcel Bruel, André Dubois, André Jactel, Philippe Lamour, Jack Lequertier, Jean-Claude Sabin, Bernard Thareau, Roland Viel, etc.

La F.n.s.e.a., le Centre national des jeunes agriculteurs et la Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole, seront représentés.

Et le silence retomba sur Stalingrad

Après l'échec de l'offensive de Hoth, l'agonie de la VIe armée commence. Le 1er janvier 1943, Von Paulus décida que ne pourraient plus embarquer à bord des appareils qui réussissaient à atteindre les aérodromes de la poche que les porteurs d'un ordre écrit de son chef d'état-major. L'avion restait en effet le seul lien humain entre les troupes encerclées et l'armée qui se battait pour conserver Rostov et rétablir un front en Ukraine (1).

Goering avait promis à Hitler que la Luftwaffe assurerait le ravitaillement de la VIe armée jusqu'au printemps. Les besoins quotidiens des troupes de Von Paulus avaient été fixés à 550 tonnes. A la fin décembre, les livraisons étaient inférieures à 100 tonnes par jour. Au lieu des 225 Junker nécessaires, la Luftwaffe ne put jamais en mettre en ligne plus de 80, compte tenu des pertes, des accidents et des réparations. On fit intervenir des avions de combat, les Heinkel III, qui ne pouvaient transporter qu'une tonne et demi de produits par voyage.

Pour se rendre des terrains de Tatsinskaia et Morozovsk à ceux de Pitomnik et de Goumrak, dans la poche, il fallait trois heures de vol. Puis les deux terrains de départ furent pris par les Soviétiques et les livraisons tombèrent à 60 tonnes par jour. La ration de pain fut réduite à 70 grammes. Pour quinze hommes, un kilo de pommes de terre. Plus de viande, les derniers chevaux ayant été mangés. Pour boisson, la neige fondue.

Tels des sauvages

La situation n'était pas meilleure pour les munitions. Chaque soldat d'infanterie avait droit à vingt cartouches par jour. Faute d'essence, les chars et les canons tractés avaient été enterrés. Dans Stalingrad, les troupes de la 62e armée de Tchovikov pouvaient maintenant se nourrir d'aliments chauds à quelques dizaines de mètres des troupes allemandes : celles-ci ne bougeaient plus, ne répliquant pas aux attaques. Parlant des soldats nazis, un correspondant de l'Etoile rouge écrivait : « Tels des sauvages, ils se terrent dans leurs casernes, rongeant un os de cheval ».

1) Voir dans les précédents numéros de « l'Unité » notre série sur la grande bataille de Stalingrad, il y a 30 ans — dont cet article raconte l'ultime épisode.



Dès le début de janvier, le désespoir commença à s'emparer de beaucoup d'hommes encerclés. On vit alors des scènes affreuses sur les aérodromes. La seule chance de survie était de prendre un avion qui repartait. Des officiers donnèrent de l'argent aux équipages pour avoir une place. Un ordre de mission et c'était la vie sauve, encore que le voyage de retour était plein de danger. Des hommes se blessèrent volontairement pour être emportés parmi les grands blessés. On abattait les passagers clandestins. Un rescapé raconte même avoir vu deux soldats se suspendre au train d'atterrissage d'un JU qui décollait : incapables de résister au vent et au froid, ils lachèrent prise et s'écrasèrent au sol.

Cependant, ces signes de déroute ne concernèrent qu'une minorité pendant la première quinzaine de janvier. Dans l'ensemble, les troupes allemandes et roumaines se battaient avec acharne-

→

ment. Beaucoup préféraient le suicide à la captivité : l'image qu'ils se faisaient des Russes expliquait leur comportement. Soumis à une propagande intensive qui leur avait présenté les peuples soviétiques comme des barbares, ils croyaient la prison pire que la mort. D'autre part, un certain nombre de nazis avaient commis assez de crimes ou d'atrocités pour craindre une sanction.

Ainsi, lorsque le 8 janvier, le général Voronov, en tant que représentant du Commandement suprême de l'Armée rouge, et le général Rokossovsky, commandant du Front du Don, proposèrent la capitulation, le refus de Von Paulus fut-il compris et approuvé par la majorité des soldats. Cependant l'ultimatum soviétique conservait, dans cette guerre déjà tant marquée par le génocide, un caractère chevaleresque qui apparaît d'un autre âge, s'adressant à une armée qui avait progressé dans le sang et la violence. « Tous les prisonniers peuvent garder leurs uniformes, leurs insignes, leurs décorations et leurs objets personnels ; quant aux officiers, ils conserveront leurs révolvers » disait notamment le texte de l'ultimatum. Von Paulus consulta Hitler, qui repoussa toute idée de reddition. Le Führer reçut pour une fois l'appui de Von Manstein, qui, à la recherche d'une stabilisation du front, souhaitait que la VIe armée retienne le plus longtemps possible une partie importante des troupes soviétiques.

L'Armée rouge attaque

Le 10 janvier, l'Armée rouge attaque donc sur les faces ouest et sud de la poche. La supériorité soviétique était écrasante : 7 000 canons participèrent au tir de barrage qui dura 55 minutes, pendant que des centaines d'avions pilonnaient l'intérieur de la poche. Puis les 24e, 65e, 21e, 57e et 64e armées soviétiques partirent à l'assaut. Le soir elles avaient progressé de quatre à sept kilomètres, malgré une forte résistance. Le 14 janvier, la moitié de la poche était occupée, y compris l'aérodrome de Pitomnik.

Le 17 janvier, nouvelle offre de capitulation. Les Allemands venaient de perdre en une semaine 25 000 tués, 400 avions, 600 tanks et 16 000 camions. Les prisonniers, en majorité des Roumains, étaient bien moins nombreux que les morts : 7 000, ce qui souligne l'acharnement de la résistance. Les généraux allemands Schlömmer et Von Seydlitz, ainsi que le général roumain Dimitriu, se prononcèrent pour la capitulation, qui fut cependant repoussée après consultation du grand quartier général nazi. L'offensive soviétique reprit de plus belle. Le 21 janvier, le dernier aérodrome, Goumrak, tombait aux mains des assaillants. Dans la ville même, la 62e armée avait brisé le front allemand et le 25, la jonction se faisait avec les chars de la 21e armée du général Tchistiakov dans la zone résidentielle des acieries Octobre rouge. Les troupes allemandes, coupées en deux, n'occupaient plus que 100 kilomètres-carrés, contre 1 700 au début de l'offensive.



Les généraux nazis en tête des prisonniers

La capitulation

Les rédditions se faisaient plus nombreuses, y compris celles d'unités entières que leur commandement faisait capituler après de brèves négociations avec les Soviétiques. Von Paulus avait reçu le titre de maréchal en récompense de l'obéissance aveugle qu'il avait montrée. « La VIe armée, télégraphia Hitler le 23 janvier, tiendra ses positions jusqu'à son dernier homme et jusqu'à sa dernière cartouche, et par son héroïque résistance apportera une contribution inoubliable à l'établissement d'un front défensif et au salut du monde occidental. »

Entre le 25 et le 30, la ville fut submergée par les troupes soviétiques, qui isolèrent les derniers combattants allemands en de très nombreux tronçons. Von Paulus et l'état-major s'étaient réfugiés dans les caves du grand magasin Univermag. Tchovikov l'apprit le 30 et constitua un détachement spécial chargé d'enlever le magasin. Le 31, celui-ci était encerclé et dès les premiers coups directs, un officier allemand sortit et fut reçu par un jeune lieutenant, Fiodor Yelchenko, qui, quelques minutes plus tard, pénétrait dans le bâtiment et recevait la capitulation de Von Paulus et de quinze généraux.

Les combats durèrent encore deux jours, les Allemands ne se rendant qu'après avoir acquis la certitude que leur chef s'était lui-même rendu. Les derniers à combattre occupaient le nord de la ville, sous le commandement de plusieurs nazis fanatiques : ils cédèrent le 2 février, après un bombardement par l'artillerie lourde.

Le silence retomba sur Stalingrad. 330 000 hommes y avaient été encerclés le 23 novembre 1942. Les Soviétiques ne retrouvèrent que 91 000 prisonniers. Une dizaine de milliers d'hommes avaient peut-être pu se sortir du « chaudron ». Le reste était mort : la



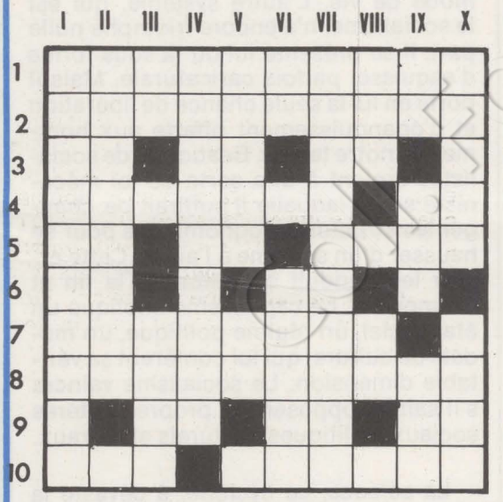
Colonne de prisonniers allemands dans Stalingrad.

moitié peut-être — 100 000 selon les Russes — entre le 10 janvier et le 2 février. Les troupes victorieuses avaient capturé pendant la même période 750 avions, 1 550 chars, 480 voitures blindées, 8 000 canons et mortiers, 61 000 camions et des tonnes de matériels divers. En Allemagne, on décida de trois jours de deuil national. Mais dans le reste de l'Europe, sauf chez ceux qui avaient choisi le camp du nazisme, ce fut comme la certitude de la victoire.

D'autant que sur les autres fronts, les nouvelles étaient sombres pour Hitler. En Ukraine, les Russes avaient occupé toute la région entre Don et Donetz et franchissaient ce dernier fleuve. En Afrique, l'Afrikakorps avait évacué toute la Tripolitaine et avait rejoint la Tunisie, abandonnant la dernière colonie italienne. Et, au début de février, le dernier combattant japonais tombait à Guadalcanal, première étape de la longue reconquête du Pacifique par les Américains. En l'espace de quatre mois, l'Axe était passé de l'offensive à la défensive et partout l'initiative appartenait désormais aux alliés. Il y aurait bien des sursauts et encore beaucoup de sang, mais le destin militaire de la coalition des dictatures avait été scellé sur les bords de la Volga.

CLAUDE FUZIER

Mots croisés



PROBLEME N° 46

HORIZONTALEMENT:

1. Permet à une personne prudente de ne pas se mouiller. — 2. Résultat d'un croisement. — 3. Lettres de crédit. Initiales pieuses. Coule de source. — 4. Puma. Directions. — 5. Vieille ville. Restes. Elle sent le sapin. — 6. Gai participe. Sigle familier à un Dauder. — 7. Répété. — 8. Permet de se nourrir à bon compte. — 9. Symbole chimique. Préposition. Personnage discret et malfaisant. — 10. Rassemble patrons et ouvriers sur la même grève. Eliminant.

VERTICALEMENT:

1. Facilite la connaissance des navets. — 2. Maladie du chef. — 3. En croix. Déambule. — 4. Avec sa femme, c'est dans la poche! — 5. Nés. Aspirés (épelé). — 6. Négation. Pour lui, Dieu? — 7. Qui n'a rien d'encourageant. — 8. Tour de Babil! En fugue. — 9. Symbole chimique. Symbolise les restrictions au Japon. Fils de Xuthos. — 10. Euphorbiacée. Pas trop affolé.

SOLUTION DU PROBLEME N° 45

HORIZONTALEMENT : 1. Gastronome. — 2. RR. Uranus. — 3. Erige. RG. — 4. Nicaragua. — 5. Oeil. Sully. — 6. Ur. Go. IE. — 7. Iéna. Elsa. — 8. Ulule. Va. — 9. Loi. SO. Lei. — 10. Entraîneur.

VERTICALEMENT : 1. Grenouille. — 2. Arrière. On. — 3. Ici. Nuit. — 4. Galgal. — 5. Ruer. Usa. — 6. Or. As. Eloi. — 7. Narguilé. — 8. Ongulés. Le. — 9. Mu. Al. Aveu — 10. Est. Ys. Air.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet, André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION
Relations extérieures et Publicité : Michèle Pancaldi
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Publicité Commerciale et spectacles : France-Lafayette — 10, rue Bleue, Paris-9e — 523.10.35 (J.P. Lemaire).

Ma part de vérité

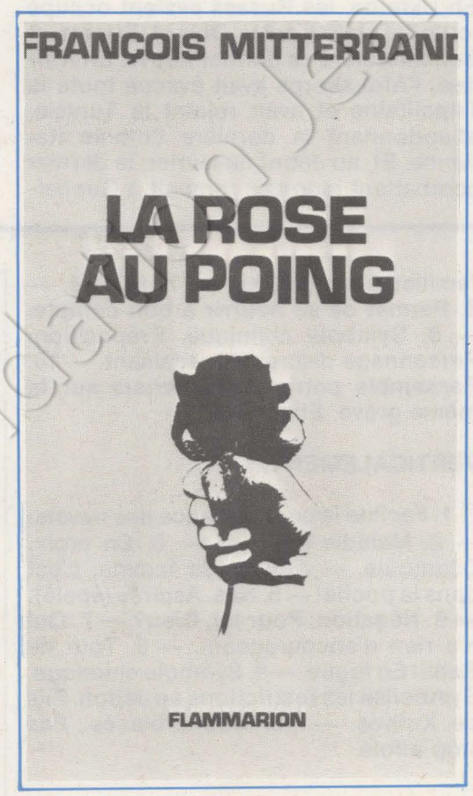
Le retour aux sources

Cette semaine sort chez Flammarion, en édition normale et en édition de poche, le nouveau livre de François Mitterrand « La rose au poing ». Lui-même en a déjà parlé dans cette page (voir « l'Unité » du 15 décembre 1972). Nous publions aujourd'hui en « bonnes feuilles » la fin du dernier chapitre, « Le retour aux sources ».

Certains théoriciens socialistes ont conçu la société future comme un immense phalanstère où chacun travaillerait pour tous et recevrait de tous sa subsistance, d'où seraient chassés le profit et l'idée d'un gain personnel. Ici et là, dans les pays capitalistes où grandit l'impérieux besoin d'échapper à la jungle des intérêts, à l'inflexible loi de l'argent, se créent des communautés qui se donnent à elles-mêmes des règles d'existence conformes à cet idéal. Implantées dans un monde indifférent ou hostile, cernées par des structures contraignantes, ces communautés demeurent à l'état d'expériences isolées, dont la valeur exemplaire se projette davantage sur le plan moral que sur le plan économique. Nulle part elles n'ont entamé le système.

Croire en revanche qu'un nouveau code des libertés et de la propriété, thèmes auxquels je me suis attaché dans ce livre, fournit l'unique réponse à la question posée, serait commettre une erreur aussi grave.

Le programme commun n'est qu'une étape d'une longue recherche. Dès maintenant apparaissent ses insuffisances. Pour les socialistes, planification, nationalisation, autogestion sont des termes inséparables. Leur projet est de rendre les citoyens responsables de la communauté politique, les travailleurs responsables de la communauté économique. Mais les communistes se méfient de l'autogestion dans laquelle ils discernent une forme insidieuse de collaboration de classes et préfèrent parler du « développement permanent de la gestion démocratique ». Le programme commun, qui ne prétend pas gommer le conflit historique qui oppose deux philosophies, deux façons de concevoir la relation individu-société, a débloqué la discussion en fixant les voies et moyens de la démocratie économique pendant la prochaine législature. Il décide la consultation obligatoire des comités d'entreprise et des délégués du personnel avant toute mesure concernant l'ensemble des conditions de travail, embauche, licenciement, affectation aux postes de travail, classification des travailleurs, détermination des cadences. Sans doute devra-t-il dépasser les structures qui figent les rapports de production dans un système hiérarchique visiblement anachronique. Il ne s'agit pas pour les salariés de changer de patron mais de changer la vie, leur vie...



La société collectiviste a pour but de forger l'instrument de la liberté personnelle, ou bien il y a maldonne. Parti unique, bureaustructure, Plan étatique, pensée dogmatique, voilà ce que les socialistes abominent. Dans « L'anti-Dühring » d'Engels, je relève cette réflexion : « On a vu récemment, depuis que Bismarck s'est lancé dans les étatisations, apparaître certain faux socialisme qui proclame socialiste, sans autre forme de procès, toute étatisation, même celle de Bismarck. Evidemment si l'étatisation du tabac était socialiste, Napoléon et Metternich compteraient parmi les fondateurs du socialisme... Ce seraient des institutions socialistes que la Société royale (prussienne) de commerce maritime, la Manufacture royale de porcelaine, voire l'étatisation proposée avec le plus grand sérieux vers les années 1830, sous Frédéric Guillaume III, par un gros malin, celle des maisons closes. » (1)

Mais l'autogestion ne se décrète pas. Elle s'inscrit dans une évolution qui tend à l'abolition du salariat et à l'extinction des luttes de classes. Aspiration de nature et de portée révolutionnaires, elle n'a pas encore rencontré les structures qui feront d'elle une réalité. Raison de plus pour avancer.

Le combat contre l'argent-roi est un combat perdu d'avance si ceux qui s'y engagent n'acquièrent pas claire conscience qu'il s'agit de choisir entre deux systèmes de valeurs. Le capitalisme est l'un de ces systèmes. Il domine l'histoire de l'Occident depuis quatre siècles. Il a façonné ce que nous appelons notre civilisation et régit notre mode de vie. L'autre système, qui est le socialisme, n'a encore triomphé nulle part. Il se présente ici ou là sous forme d'esquisse, parfois caricaturale. Mais il porte en lui la seule chance de libération et d'épanouissement offerte aux hommes de notre temps. Beaucoup de socialistes croient à une sorte de loi mécaniste selon laquelle il suffirait de changer les structures économiques pour se hausser d'un système à l'autre. Cette erreur les conduit à confondre la fin et les moyens. Le capitalisme implique un état social, un régime politique, un modèle de culture, qui lui confèrent sa véritable dimension. Le socialisme vaincra s'il sait lui opposer ses propres critères sociaux, politiques, culturels et moraux.

La science, ce cyclone, a dévasté la vieille société. L'homme ne sait plus à qui parler. Perdu dans le silence assourdissant des villes, maître de ce jouet dérisoire et cassé, la nature, il cherche. Quand il aura trouvé les autres, il saura qui il est. Le socialisme, je le crois, sera ce jour-là son langage.

---

(1) Friedrich Engels : « L'anti-Dühring ». Editions sociales, 1971. •

Imprimerie « d'Hebdo-T.C. » — 76-YVETOT